

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Après la Conférence de Berlin (*Amédée Dunois*). — A propos du Front Unique (*Albert Treint*). — La Semaine Politique (*C.-E. Labrousse*). — Dans la Russie des Soviets : La Vie Matérielle — Le « Payoc » (*André Morizet*).

Les Tâches actuelles de la Russie des Soviets (*N. Lénine*). — La grève dans l'Etat Ouvrier (*Léon Trotsky*). — Comment devient-on communiste ? (*Ch. Massart*). — Notes économiques (*M.*). — Où est le remède ? (*J. Duret*).



KALININE

# Après la Conférence de Berlin

**M**ARX, alors qu'il n'était encore qu'un jeune homme, insistait, dans ses polémiques avec les utopistes et les idéologues, sur la nécessité d'en finir une bonne fois avec « toute sentimentalité ». Non pas que Marx, dont le cœur n'a jamais cessé de battre à l'unisson du « grand cœur de la classe ouvrière », qui, toute sa vie a pris une part si passionnée à toutes les batailles livrées par l'avant-garde de cette classe et à qui les répressions de la Commune inspirèrent cette *Guerre civile en France* qui est pour Thiers ce que les *Châtiments* sont pour Napoléon le Petit, — non pas que Marx ait été une âme insensible et glacée, impénétrable aux joies et aux douleurs dont est faite la vie de toute créature ; non pas que Marx n'ait été qu'un cerveau ratiocinateur et logicien. Mais il s'était rendu compte, dès le début de sa carrière, que la connaissance méthodique de la société bourgeoise et de son mouvement propre est la condition de l'action révolutionnaire efficace, et que la haine et l'amour ne sont que d'assez pauvres facteurs politiques. Et notez bien ceci : ce n'était pas seulement à la *sentimentalité* qu'en avait Marx ; c'était aussi au *dogmatisme*, qui n'est pas, dans son genre, un moindre danger. Pas de sentimentalité donc, mais pas non plus de dogmatisme : ainsi pourrait se définir, en termes, il est vrai, négatifs, la position du communisme révolutionnaire, et ce n'est pas pour rien que Marx donnait à sa doctrine le nom de *communisme critique*, et ce n'est pas pour rien qu'on lui a donné par la suite le nom, plus galvaudé, de *socialisme scientifique*.

— Où, me dit-on, voulez-vous en venir ?

— Simplement à ceci, que, si l'on veut apprécier avec l'état d'esprit qu'il faut, ce qui vient d'être fait, à Moscou, par l'Exécutif élargi et, à Berlin, par les trois Exécutifs réunis, il est indispensable de se défaire de toute sentimentalité, aussi bien que de tout dogmatisme.

Dans ce grand débat de tactique prolétarienne, auquel l'Internationale communiste, en adoptant tout d'abord le principe du front unique et en mettant, immédiatement après, sa signature au bas de la résolution de Berlin, vient de donner une conclusion dont beaucoup se montrent choqués, ce qu'il faut, c'est se tenir à distance égale des préventions de son cœur et des préjugés de son esprit : ce

qu'il faut, c'est vouloir comprendre, et pour comprendre il faut examiner.

Le principe du front unique a été adopté à Moscou par l'Exécutif élargi. Nos délégués français, après avoir voté contre, selon le mandat qu'ils avaient reçu, ont déclaré, à la suite du vote, leur intention de se soumettre et d'appliquer le front unique. Ainsi l'exigeait la discipline : Jaurès, après Amsterdam, s'était semblablement incliné, et c'est un des plus beaux moments de sa carrière.

Le principe adopté à Moscou a reçu son application immédiate dans la Conférence tenue à Berlin par les exécutifs des trois Internationales politiques existantes : celle de Londres, qui groupe encore, hélas ! plusieurs millions de prolétaires, celle de Vienne, numériquement infime, et celle de Moscou, la nôtre, notre Internationale communiste, moins nombreuse que la première, mais autrement vivante, active et conquérante ! Nous étions représentés à Berlin par notre camarade Frossard qui, après s'être abstenu dans le vote sur la résolution finale, a apposé sa signature, une fois le vote acquis, au bas de ce document.

\*\*

Les promoteurs de ce colloque de Berlin avaient un but précis : ils voulaient réunir, dans quelque ville de l'Italie du Nord, Turin ou Milan par exemple, une Conférence des trois Internationales politiques et, si possible, des deux Internationales syndicales qui, se tenant au même moment que la Conférence de Gênes, eût dressé un programme commun des revendications immédiates du prolétariat.

Oui, tandis que les gouvernements, réunis à Gênes eussent fourni la preuve irrécusable de l'anarchie sans nom où la guerre a plongé le vieux monde et dont l'individualisme et le nationalisme des classes dirigeantes sont impuissants à le sortir, les prolétariats de tous les pays, mettant momentanément de côté tout ce qui peut les diviser — toutes leurs divergences de principes, de méthode et de but — eussent donné le spectacle qu'ils forment malgré tout une classe internationale, capable, aux heures décisives, d'opposer aux bourgeoisies désunies un *front unique* de défense. Et cela, c'eût été une grande chose. Malheureusement, on n'organise pas en huit jours une manifestation d'une telle ampleur et force a bien été d'y renoncer pour le présent.

La Conférence a pourtant réussi au delà de

ce qu'on pouvait espérer. Les travailleurs de tous les pays ont été invités par elle à organiser pendant la Conférence de Gênes « *de puissantes démonstrations de masses avec le maximum d'unité possible, lesquelles manifesteront pour la journée de huit heures ; — pour combattre le chômage infiniment accru par la politique de réparations des puissances capitalistes ; — pour l'unité d'action du prolétariat contre l'offensive capitaliste ; — pour la révolution russe, pour la Russie affamée, pour la reprise des relations politiques et économiques de tous les Etats avec la Russie des Soviets ; — pour la reconstitution du front unique du prolétariat dans chaque pays et dans l'Internationale* ».

La Conférence a été plus loin. Elle a proposé aux trois Exécutifs de constituer un Comité de neuf membres ayant mandat de maintenir le contact entre les trois Internationales et de préparer pour l'avenir des conférences ou des manifestations nouvelles.

Les délégués de la II<sup>e</sup> Internationale, Vandervelde en tête, s'étaient rendus à Berlin dans le dessein avoué de jeter en travers du débat l'affaire des quarante-sept socialistes-révolutionnaires russes, ainsi que l'affaire géorgienne. Ils n'y ont que fort peu réussi. Les délégués de la III<sup>e</sup> Internationale ont déclaré que les quarante-sept, dont aucun n'est passible de la peine capitale, seraient jugés publiquement et que Vandervelde lui-même — probablement en sa qualité d'ancien ministre de la Justice belge ! — pourrait assister au procès. Quant à l'affaire géorgienne, les dossiers contradictoires en seront soumis au Comité des neuf. Nous approuvons ces deux décisions qui doivent avoir pour effet d'arrêter net, si les adversaires de la Révolution russe ne sont pas d'une insigne mauvaise foi, la campagne calomnieuse qu'ils mènent depuis tant de mois contre le gouvernement des Soviets. Quand bien même la Conférence de Berlin n'aurait eu d'autre effet que celui-là, j'estime que nous n'aurions pas fait buisson creux.

Enfin, la Conférence a émis un vœu tendant au rétablissement du front syndical unique. Nous sommes trop partisans de l'unité ouvrière pour ne pas applaudir à un vœu qui, s'il se réalisait, pallierait aux inconvénients multiples de la scission sur le terrain syndical. Mais, hélas ! se réalisera-t-il ?

\*\*

Et maintenant, je le répète, c'est en écartant toute sentimentalité, en éliminant tout dogmatisme qu'il convient de considérer les obligations nouvelles qui résultent pour nous de la Conférence de Berlin. N'invoquons pas,

pour cette fois, s'il vous plaît, ce devoir de discipline internationale, qui passe à nos yeux tous les autres. Plaçons-nous simplement à l'intérieur de cette réalité complexe qu'est la situation mondiale et posons-nous quelques questions, non pas de principe, mais de fait.

— Oui ou non, le prolétariat international qui, depuis environ deux ans, a subi un très grand nombre de défaites, a-t-il intérêt à l'établissement d'un front défensif unique ? — A-t-il intérêt à s'unir, autour d'un programme minimum à la fois politique (reconnaissance des Soviets, affermissement de la paix, antimilitarisme) et économique (maintien de la journée de huit heures universellement menacée, lutte contre le chômage et contre l'avilissement des salaires, etc.) ? — A-t-il intérêt à ne pas aggraver les dissensions intérieures qui sont pour lui comme l'héritage de la guerre ? — A-t-il intérêt à opposer son unité de classe à la désorganisation morbide de la société capitaliste ?...

La réponse, sur tous ces points, n'est pas douteuse.

Et maintenant, les partis communistes ont-ils intérêt à s'enfermer dans un isolement superbe ? — Ont-ils intérêt à répudier orgueilleusement tout ce qui n'est pas eux-mêmes (« nous seuls, et c'est assez ! ») ? — Ont-ils intérêt à sortir de la phrase — je veux dire de la propagande verbale — pour entrer dans l'action ? — Ont-ils intérêt à méconnaître les conditions réelles de cette dernière ? — Ont-ils intérêt à devenir en fait et non plus seulement en doctrine, l'avant-garde du prolétariat ? — Ont-ils intérêt à subordonner, quand il le faut, les obligations de parti aux obligations de classe ? — Ont-ils intérêt à se rapprocher des masses, à se faire les agents les plus énergiques de ses revendications immédiates et concrètes ?

Poser ces questions, c'est les résoudre.

Je crois plus que jamais, au carrefour où nous sommes, à l'intelligence révolutionnaire de notre Parti. Je le crois plus que jamais capable de ne sacrifier, dans l'action où les exigences du moment historique l'engagent, ni son organisation ni sa doctrine. Je le crois à l'abri de toutes les suggestions débilantes et mortelles, qu'elles s'inspirent de l'opportunisme de droite ou de l'inopportunisme de gauche. Et je crois, pour finir, que le front unique, sans faire perdre une parcelle de sa force à l'idée communiste, lui gagnera, tôt ou tard, tout le prolétariat.

Amédée DUNOIS.

# A propos du Front Unique

*Discours prononcé à Moscou, par Albert Treint,  
au cours de la séance du Comité Exécutif, le 27 Mars 1922*

La tactique du front unique, non seulement s'explique, mais se justifie par la situation économique mondiale qui la rend nécessaire.

Pendant la guerre, il avait fallu, en plus des besoins normaux des hommes, satisfaire aux besoins destructeurs des armées. Dans l'ensemble, et malgré les ruines de la guerre, le nombre des usines et leur importance totale s'est considérablement accru. En même temps, par la cherté croissante de la vie, la puissance d'achat des salaires, a fortement diminué. Et la contradiction mortelle dans laquelle se débat le capitalisme réside essentiellement dans la co-existence d'un appareil industriel mondial surdéveloppé, capable de surproduction, et de l'impuissance consummatrice des masses travailleuses.

La crise aurait dû apparaître au moment de l'armistice, lors de la réduction brusque des besoins destructeurs. Il n'en fut rien. Par les primes de démobilisations, par la prolongation des contrats relatifs aux fournitures de guerre, par l'émission de billets de banque, de bons du Trésor et d'emprunts, bref par toute une série de moyens artificiels, la prospérité factice du capitalisme de guerre fut maintenue.

Ainsi, la bourgeoisie réussit à retarder la crise économique, ainsi elle évita la simultanéité de cette crise et de la période de démobilisation, simultanéité qui aurait probablement abouti à l'insurrection armée et à la révolution.

Pendant cette période prospère, le capitalisme disposait d'une marge de réformes plus apparentes que réelles sans doute, mais qui tout de même permettaient à l'illusionnisme réformiste des Jouhaux et des Longuet de chloroformer la classe ouvrière après quelques sursauts de révolte instinctive. Alors, il n'était possible d'entraîner que l'élite ouvrière en lui proposant comme but immédiat la prise du pouvoir. C'est dans ce cadre qu'il faut placer le mouvement de mars en Allemagne afin de l'interpréter justement. Il y avait alors dissociation entre la réforme et la révolution.

## L'offensive patronale

Et maintenant le capitalisme a dû renoncer aux moyens artificiels qui ont pendant des mois maintenu sa prospérité factice. La crise économique née au Japon et aux États-Unis en 1920, s'est étendue au monde entier. L'arrêt de la consommation a déterminé l'arrêt de la production. Gêne commerciale et industrielle, ruines, faillites, krach de grandes banques ; la bourgeoisie ne peut plus maintenir ses profits, ne peut plus substituer comme classe, qu'en se livrant contre la classe ouvrière à une attaque sans merci. Par les longues journées de travail, par la réduction des salaires, par la lutte contre les organisations menées à coups de repréailles administratives ou patronales, menées aussi à coups de fusil comme en Italie, c'est d'un bout à l'autre du monde, l'of-

ensive patronale qui se développe. Dans la période précédente, l'augmentation de la cherté de la vie se trouvait en partie compensée par l'augmentation des salaires. Aujourd'hui, tout joue contre la classe ouvrière. Et en Allemagne, par exemple, en même temps que croît la cherté de la vie, les salaires décroissent, et les ouvriers se trouvent réduits à d'effroyables conditions d'existence.

## Le Front unique

La marge de réformes dont disposait le capitalisme n'existe plus. La classe ouvrière menacée dans ses besoins les plus élémentaires, éprouve le besoin instinctif de se défendre. D'où, possibilité d'entraîner la classe ouvrière tout entière dans la lutte contre la bourgeoisie sur des mots d'ordre concrets et pour des actions précises. Dans la période où nous sommes, toute réforme est révolutionnaire, parce que la bourgeoisie ne peut pas la satisfaire. Si la classe ouvrière résiste victorieusement et maintient ses conditions de vie actuelles, toute la structure du régime capitaliste doit sauter. Il y a coïncidence, dans la situation d'aujourd'hui entre la réforme et la révolution qui s'équivalent pratiquement. Cela est si vrai que les réformistes doivent abandonner le terrain même des réformes. La C.G.T. française de Jouhaux a récemment publié une brochure dans laquelle elle accepte le principe de l'impôt sur les salaires. Les organisations réformistes d'anciens combattants, ne protestent pas contre la diminution illégale du taux des pensions des mutilés et des réformés. Les soi-disant réformistes sont inertes en face de l'offensive patronale. Ou bien, lorsqu'ils parlent de réformes, il s'agit de réformes à rebours, de rétro-réformisme. Ainsi, dans la situation économique présente, il est possible de les mettre au pied du mur, de les démasquer, de montrer qu'ils entendent se mouvoir dans les cadres de la société capitaliste, qu'ils abandonnent les réformes ouvrières parce qu'elles peuvent conduire à la révolution. Ainsi il devient possible pour les communistes de faire apparaître clairement les soi-disant réformistes avec leur vraie figure : celle de contre-révolutionnaires hypocrites.

Jusqu'ici notre propagande ne touchait qu'un nombre d'auditeurs relativement restreint devant lesquels se faisait la démonstration théorique de la valeur du communisme et de la trahison des chefs réformistes. Aujourd'hui, il est possible d'accompagner cette démonstration théorique à portée restreinte de la preuve expérimentale de la valeur du communisme et de la trahison des intérêts ouvriers par le réformisme, preuve expérimentale que l'ouvrier le plus arriéré entraîné dans la lutte peut tirer lui-même de son expérience propre.

C'est précisément parce qu'il existe des partis communistes distincts, ayant leur pleine liberté de parole et de critique, capables à chaque instant de dire la vérité au prolétariat, que la tactique du front unique est devenue possible.

Les adversaires du front unique, prétendent voir dans cette tactique nouvelle appropriée à une situation économique nouvelle, le reniement par l'Internationale de la tactique pratiquée par elle dans le passé et qui aboutit par voie de scission à la formation de partis communistes. Rien n'est plus faux. Il y a là deux aspects différents d'une même politique. Nous sommes à la fois pour la scission et pour l'unité : pour la scission doctrinale et pour l'unité d'action. La thèse de la scission et l'antithèse de l'unité trouvent leur synthèse dans le front unique : synthèse hegelienne dans la dialectique des idées, synthèse marxiste dans la dialectique de l'histoire.

Nous disons : Front unique des masses réalisé par le seul moyen pratique de les toucher : c'est-à-dire par l'entrée en rapports avec les chefs qui les influencent. Et ici je ne suis pas d'accord avec le camarade Renoult lorsqu'il a prétendu que le communisme est actuellement la seule force capable d'influencer les ouvriers. En dehors de la C. G. T. unitaire, il reste derrière Jouhaux des masses syndicales qui ne sont pas négligeables ; il y a l'énorme Fédération des fonctionnaires qui garde la neutralité entre les révolutionnaires et les réformistes ; il y a toute une masse immense d'ouvriers inorganisés qui n'entreront dans la lutte que si elle est menée selon la formule du front unique de la classe ouvrière. Il serait également vain de s'exagérer le défaut d'influence des dissidents sur une partie de la classe ouvrière. Lorsqu'on dit : les dissidents n'ont personne derrière eux, cela n'est vrai qu'approximativement. En réalité, même là où leur organisation se trouve réduite à quelques chefs locaux, ils influencent une portion notable d'ouvriers inorganisés, comme nous l'avons vu dans les élections partielles de l'Oise. Même en ce qui concerne l'organisation dissidente, s'il est vrai nationalement de dire qu'elle n'est plus formée que d'un réseau de chefs sans troupes, cette affirmation comporte des exceptions locales importantes : dans certains départements, Loire-Inférieure, Finistère, Haute-Vienne, Var, les sections et fédérations dissidentes rivalisent avec les organisations communistes. De toutes ces masses qui sont encore sous l'empire de mauvaises organisations, nous ne pouvons pas nous désintéresser. C'est pourquoi nous sommes en plein accord avec les thèses présentées par l'Exécutif. Cet accord ne nous masque pas les difficultés très réelles de leur application dans le milieu français ; mais nous examinons ces difficultés afin de les mieux résoudre. Je veux pour un instant, par la pensée me demander, comme si j'avais la responsabilité pleine et entière de leur application, ce qu'il conviendra de faire dans notre pays lorsque nous aurons à mettre en œuvre la tactique du front unique telle qu'elle a été préconisée par l'Exécutif et telle qu'elle sera votée par cette Conférence.

### Les difficultés

Une première difficulté provient du fait que la phase de la scission n'est pas encore complètement terminée et que déjà commence la phase du front unique. Il y a comme un chevauchement de ces deux phases très différentes. De là résulte un malaise certain. Notre parti n'a pas encore éliminé complètement l'esprit opportuniste et il doit appliquer la tactique du front unique. C'est contre les thèses de l'Exécutif un argument qui a été brillamment invoqué par Frossard. Et moi je réponds à la direction du parti : Vous craignez que l'esprit opportuniste qui subsiste dans notre

parti ne se serve du front unique pour préparer le retour à l'unité d'organisation ; c'est un danger très réel : supprimons-le en éliminant complètement de notre parti l'opportunisme de droite. Par là-même nous assurerons partout dans les actions communes qui pourront être engagées la différenciation du Parti Communiste d'avec toutes les autres organisations.

L'on dit aussi : Cette tactique serait peut-être bonne, mais le parti ne comprendra pas. Je ne reviendrai pas sur la démonstration irréfutable de Zinoviev que, dans notre presse communiste française, il y a eu déformation constante des thèses de l'Exécutif. Jusqu'à Marseille, le parti était resté uni ; uni comme un miroir. La direction du parti s'est mise en face de lui, a vu sa pensée s'y refléter et vient dire aujourd'hui : Voilà la pensée du parti, prenant ainsi un phénomène de réflexion tactique pour un phénomène de réflexion doctrinale du parti.

Eh ! bien, malgré tout cela, une minorité importante, environ un quart de nos Fédérations, a montré qu'elle comprenait très clairement la tactique proposée par l'Exécutif.

Dans l'*Humanité* du 23 janvier, nous trouvons le compte rendu de la Conférence des secrétaires fédéraux consultés sur le front unique.

L'Aveyron est pour le front unique sans les chefs, ce qui n'indique pas une opposition irréductible de sa part.

Le Cantal n'ayant pu se réunir, son secrétaire propose l'adoption d'une motion votée par la 9<sup>e</sup> section de la Seine. Cette motion approuve le front unique et ajourne après la Conférence internationale l'examen des modalités d'application.

La Dordogne est pour le principe du front unique. Elle envisage tout son danger ; mais il ne s'agit pas de refaire l'unité. La scission est faite et bien faite. Il ne s'agit que de s'unir avec d'autres partis prolétariens vers des objectifs sur lesquels nous sommes entièrement d'accord avec eux. Bouthonnier expose que le front unique permet de démasquer les chefs. Cachin lui dit alors : « Nous avons posé les candidatures de Marty et de Badina sans faire appel aux organisations. Nous avons été aux masses. Aller aux masses : voilà le vrai mot d'ordre ». Bouthonnier lui répond que l'on n'aurait pas obtenu autant d'enthousiasme pour les questions ouvrières. Il demande que le problème soit étudié d'une façon approfondie.

L'Eure-et-Loir a étudié la question et approuve la thèse de l'Exécutif sous garantie.

La Haute-Garonne émet un avis favorable au front unique sous réserve de modalités d'application suivant les situations nationales.

Le délégué de la Loire explique que dans son département le front unique est réalisé par un Comité d'action permanent de communistes et de syndicalistes.

La Loire-Inférieure n'a pu étudier la question dans un Congrès. Sa commission exécutive est acquise au front unique.

Le Maine-et-Loire, bien que se prononçant contre le front unique, dit cependant : « Si l'Exécutif propose cette révolution, il doit avoir ses raisons. Il faut proposer une solution d'attente. »

La Moselle estime qu'internationalement on ne peut repousser le front unique, mais sur la base de la lutte des classes et sans compromissions.

Dans la Nièvre les militants sont assez partisans du front unique. Le délégué donne lecture d'une motion en faveur du principe.

Riquart (Oise) explique les raisons pour les-

quelles la Commission administrative s'est prononcée pour le front unique. Dans une période critique, la masse ouvrière s'adressera aux chefs réformistes et révolutionnaires contre la bourgeoisie. Le front unique se réalisera par la base. Au point de vue international, *Rigault* estime que l'expérience russe et allemande ne doit pas être négligée. En terminant, il demande que les délégués à Moscou ne se déterminent pas contre la thèse de l'Internationale pour quelques arguments de pure sentimentalité développés par Frossard et qu'il combat.

Notre plus importante fédération : la Seine, s'est prononcée contre le front unique, mais après un Congrès fédéral tenu en semaine et où 22 sections étaient représentées, alors que 50 étaient absentes.

La Seine-Inférieure estime qu'il serait impossible de s'entendre avec les chefs en France ; mais Moscou n'a pas lancé ce mot d'ordre par acrobatie communiste. Nous n'avons pas su entendre les appels de la Révolution russe. Il faut qu'on se préoccupe aujourd'hui de lui apporter une aide efficace.

*Ramey* (Vaucluse) a réuni un congrès. Il ne parle donc pas au nom de quelques militants. Ce congrès, qui envoya Alexandre Blanc à Kienthal, estime qu'il suffit d'être communiste pour comprendre l'utilité du front unique. Un véritable marxiste doit savoir adapter sa tactique aux événements.

*Poulain* (Yonne) indique qu'un Congrès fédéral a eu lieu. On manquait d'informations, on a décidé d'adhérer au front unique. Mais Poulain, qui était alors partisan du front unique, déclare n'en plus être partisan et fera changer d'avis sa fédération. (Ce qui prouve l'influence déformatrice qu'ont pu exercer sur certains secrétaires fédéraux les arguments développés par Frossard.)

Par toutes ces citations, je viens de démontrer irréfutablement que l'unanimité du Parti n'est pas contre le front unique. Malgré l'activité déformatrice de notre propre presse, nous avons eu, dans certaines localités, l'occasion de parler directement du front unique aux ouvriers du Parti, et presque partout où nous sommes allés, après débats contradictoires, il y a eu revirements des sections en faveur du front unique.

Je me permettrai de citer un exemple personnel, parce qu'il est particulièrement significatif. La section de Courbevoie, dans la banlieue ouvrière de la Seine, s'était prononcée, par ses délégués, contre le front unique au Congrès fédéral de la Seine. J'y suis allé peu de temps avant mon départ pour Moscou. Et après un débat contradictoire, le principe du front unique a été voté à l'unanimité moins quelques voix par les deux cents ouvriers présents.

La thèse du front unique a été déformée avec la complaisance de la direction du Parti. Il y a là une situation de fait dont il faut tenir compte. Il faut d'abord réparer le mal. Pour être efficace, la tactique du front unique doit être bien comprise par ceux qui la pratiquent. Par la presse communiste, par la propagande orale et écrite, par des conférences de cadres, il faudra expliquer cette tactique au Parti, qui est capable de la comprendre : et par les communistes syndiqués, il faudra l'expliquer et la faire adopter par les syndicats de la C. G. T. Unitaire, qui luttent contre elle théoriquement, tout en l'ayant récemment pratiquée pour leur propre compte, lorsque, au Congrès Unitaire, ils décidèrent l'envoi d'une délégation auprès des chefs réformistes pour leur proposer de sauvegarder l'unité ouvrière.

### L'application

Il nous faudra, pour toutes ces explications, un délai dont nous n'abuserons pas. Puis, quand la

tactique du front unique sera comprise du Parti et des syndicats révolutionnaires, il faudra passer alors à l'application.

Parce que cette tactique, réalisant l'unité d'action de la classe ouvrière, permet en même temps de démasquer les chefs réformistes, Frossard nous accuse, et l'Exécutif avec nous, de machiavélisme naïf. Dans tout cela, il n'y a ni Machiavel ni naïveté. Nous parlons au grand jour, et nous disons aux chefs réformistes : « Vous dites que nous vous avons accusés d'être des traîtres. Que nous ayons en raison ou que nous ayons eu tort, ce n'est pas le moment de revenir sur le passé : nous proposons une action commune pour la défense des intérêts ouvriers. Vous dites que vous n'êtes pas des traîtres : c'est le moment de nous le prouver ». Il n'est pas douteux que si les chefs réformistes, par susceptibilité personnelle, s'opposaient à des actions communes dans l'intérêt de la classe ouvrière, leur refus les discréditerait aux yeux de ceux qui les suivent encore.

Et nous savons bien que s'ils acceptent, la bourgeoisie, pour défendre ses profits et son existence menacée, mènera une lutte de plus en plus féroce contre la classe ouvrière. Un moment viendra où les réformistes resteront en chemin et où, usant de notre droit de critique, nous saurons les démasquer. Et puis, si par hasard quelques chefs locaux menaient la lutte jusqu'au bout et se convertissent au communisme, quel mal y aurait-il ? Je suis d'ailleurs assez sceptique là-dessus.

Dans les actions de grève, localement ou régionalement, rien ne pourra d'ailleurs empêcher la formation du front ouvrier unique. Il faudra que le Parti sorte de sa réserve et que nos organisations locales, encore inexpérimentées, soient guidées par un délégué plus expérimenté du centre du Parti.

La Conférence des trois Internationales, qui doit se tenir avant Gènes, sera probablement décidée par la présente conférence. S'il en est ainsi, le Parti français, discipliné dans l'Internationale communiste, devra s'y faire représenter. Si cette conférence a lieu bientôt, nous invoquerons devant le Parti français l'argument de la discipline, nous réservant par la suite de légitimer devant le Parti français les raisons sérieuses, irréfutables, qui vont amener la Conférence ici réunie à accepter éventuellement cette Conférence internationale commune.

Nous nous rapprochons des chefs réformistes, c'est entendu, chaque fois qu'il s'agit d'une action précise ; puis, l'action terminée, nous nous en éloignons ; nous nous rapprochons et nous nous éloignons d'eux alternativement comme la main se rapproche et s'éloigne de la volaille à plumer. L'excellence de cette tactique nous a été démontrée par la pratique que les bolcheviks en firent de 1903 à 1917.

On parle d'une crise de recrutement dans le Parti français. Cette crise date d'il y a six mois. Elle est due surtout à l'inaction de notre Parti, qui s'est borné à toucher toujours les mêmes auditoires de communistes et de sympathisants, s'isolant ainsi dans une propagande stérile.

C'est l'union féconde du Parti Communiste et des masses ouvrières qui seule peut engendrer la révolution. Le Parti doit sortir de son intransigeance verbale, descendre dans le réel pour agir sur lui, tout en conservant la claire vision du but à atteindre et toute son intransigeance doctrinale.

A Moscou, moins qu'ailleurs, on ne peut oublier que la première révolution ouvrière triomphante ; la Révolution russe, est fille du front unique des Soviets de 1905 et de 1917.

Albert TREINT.

# La Semaine Politique

## Gênes

Manifeste des trois Internationales, ouverture de la Conférence de Gênes, vote du principe de la nouvelle loi militaire : voilà une semaine lourdement chargée. La nature de ce bagage pose, il est vrai, un redoutable problème d'attribution. Conférence de Gênes, manifeste de Berlin, relèvent sans aucun doute de la Semaine Internationale — dont la fréquence arbitraire déçoit trop souvent l'intérêt que notre ami Pelletier a su éveiller chez nos lecteurs avec un rythme hebdomadaire. Tranchons rapidement ce conflit diplomatique avec les procédés d'usage : une cote mal taillée nous permettra d'effleurer le sujet, sinon de l'aborder et d'en prendre possession...

\*\*

Il s'agit seulement d'« effleurer ». Ce n'est pas là un euphémisme de chancellerie. Au fait, il serait peut-être difficile de faire autre chose. La Conférence est ouverte, ce qui ferme le cycle des exposés liminaires. Elle n'a encore rien décidé, ce qui limite le champ d'examen rétrospectif. Serons-nous plus instruits dans huit jours ? A quoi aboutira vraisemblablement cette conférence ? Peut-elle aboutir à quelque chose, de la façon dont certains Etats s'obstinent à poser le problème ? Si la prudence commande de laisser à un avenir très prochain le soin de donner une réponse générale, on peut dire immédiatement que les limitations apportées à l'ordre du jour de la Conférence par MM. Lloyd George et Poincaré, à la suite des accords de Boulogne, rendront impossible, si elles sont maintenues, tout résultat positif.

Le problème qui dominera toute la Conférence de Gênes sera évidemment la révision de l'œuvre diplomatique accomplie en Europe depuis 1914 ; modifications radicales à apporter au traité de Versailles, et réintégration de la moitié orientale de l'Europe dans l'économie internationale. Or, il est entendu, aux termes de l'accord de Boulogne, que la Conférence de Gênes ne saurait porter atteinte « aux traités existants ». Situation absurde et sans issue, dans laquelle, on doit le reconnaître, il n'est pas certain que le partenaire anglais de Boulogne consentira à se laisser enfermer.

M. Lloyd George n'a-t-il pas insisté particulièrement, dans son dernier discours aux Communes, sur la nécessité vitale d'une stabilisation des changes ? On a déjà exposé ici quelle importance présentait une telle question pour le commerce anglais : quelle était la gravité du « blocus des changes » dont il souffre à la suite de la dépréciation de la

plupart des devises européennes, et de l'élevation prohibitive de la livre. Bon serviteur de son capitalisme national, M. Lloyd George posera sûrement ce problème avec une grande vigueur. Mais comment résoudre la question du change sans parler de celle des réparations ? Comment parler des réparations sans se poser la question des traités — déclarés à Boulogne hors de l'ordre du jour de Gênes ?

M. Lloyd George, il est vrai, n'a pas craint de parler, à la Chambre des Communes, de « pressions » qui pourraient être exercées dans l'atmosphère complice de la Riviera :

Ce qui importe, a-t-il dit, c'est de stabiliser la monnaie à un niveau qui puisse être maintenu et qui constituera, par conséquent, une base solide pour le commerce international. C'est l'un des problèmes qu'il s'agira d'examiner à Gênes, et c'est, parmi ces problèmes, l'un des plus saillants et des plus importants. Afin de parvenir à la stabilisation, l'une des premières choses à faire est d'amener les nations à équilibrer leur budget. Tant qu'elles n'en seront pas là, la monnaie sera dépréciée par de nouvelles émissions de billets, et les changes deviendront de plus en plus fous. Voilà une question à propos de laquelle on pourrait certainement exercer une pression, dans une grande Conférence internationale où siègent les principaux ministres des diverses nations.

L'Angleterre a déjà présumé aux « pressions » en avertissant la France qu'elle se réservait le droit de lui demander l'intérêt des sommes qui lui sont dues ; la créance anglaise se monte à 572 millions de livres, près de trente milliards, au cours actuel des changes.

Que va faire la France bourgeoise ?

Payer ? c'est pratiquement impossible. Alors, céder ?

Attendons... Bornons-nous à constater que, pour la première fois dans l'histoire du monde, une République socialiste est assise à la table européenne. C'est, jusqu'ici, le grand fait de la Conférence de Gênes — et mon dieu, c'en est encore le plus sûr !

## La France pacifiste

Une semaine avant l'ouverture de la Conférence, la France s'est annoncée à l'Europe par un vote parlementaire. Elle a voté le principe du service de dix-huit mois.

De tous les pays « en paix » la France détient ainsi le record de la durée du service actif.

Le tableau suivant, publié par un de nos confrères, en fera juger aisément :

### Puissances « alliées »

Angleterre..... Pas de service obligatoire.

Belgique.....	Infanterie : 10 mois. Armes spéciales : 12 mois. Armes montées : 13 mois.
Italie.....	8 mois.

**Puissances ex-neutres**

Suisse... ..	Infanterie : 65 jours. Artillerie : 75 jours. Cavalerie : 90 jours.
Hollande.....	Troupes à pied : 6 mois. Troupes montées : 18 mois.
Danemark.....	Infanterie : 165 jours. Cavalerie : 200 jours. Artillerie : 280 jours.
Suède.....	Infanterie : 165 jours. Autres armes : 225 jours. 168 jours.
Norvège.....	3 ans (réduits en fait à 2 ans ou 2 ans et demi par voie budgétaire.
Espagne.....	

**Puissances ex-ennemies**

Allemagne.....	
Autriche.....	Pas de service obligatoire.
Hongrie.....	
Bulgarie.....	

**Petite Entente et Pologne**

Tchéco-Slovaquie	1922 : 2 ans. De 1923 à 1925 : 18 mois. A partir de 1926 : 14 mois.
Yougo-Slavie.....	Infanterie : 18 mois. Armes montées : 2 ans.
Roumanie.....	Infanterie : 2 ans. Armes montées : 3 ans.
Pologne.....	2 ans.

Vous le voyez. Avec sa bonne amie la Pologne blanche, la France, encore une fois, est *über alles* !

G.-E. LABROUSSE.

**DANS LA RUSSIE DES SOVIETS****La Vie Matérielle — Le « Payoc » <sup>(1)</sup>**

« Je vois bien — dis-je un jour à plusieurs de nos amis — comment fonctionne le régime politique. Le mécanisme soviétique n'offre pas de complications et il me paraît, somme toute, satisfaire tout le monde. J'ai causé avec des adversaires du régime. Ils ne l'attaquent pas sur ce point. Il semble que, *politiquement*, la question soit tranchée d'une façon définitive. En tous cas, je ne découvre plus, quant à moi, sur ce terrain, d'endroits obscurs où je doive vous prier de m'éclairer.

« Mais sur le terrain économique, il y a des choses encore que je ne saisis pas.

« En régime capitaliste, l'intérêt individuel préside aux rapports entre les hommes. En régime communiste, les règlements fondés sur l'intérêt général et sur le sentiment d'une justice égalitaire assurent à chacun ce que l'initiative égoïste, ce que la pratique du système que les soldats de chez nous nomment le système D, ne doivent plus lui fournir.

« Or, je vois l'argent conserver une valeur très diminuée certes, mais continuer à régler des transactions. Je vois des marchés ouverts, des petits commerçants qui négocient avec une liberté sans doute restreinte, mais qui trafiquent néanmoins. La Tcheka poursuit les spéculateurs ; il en reste par conséquent. Les travailleurs touchent toujours un salaire, ou du moins un salaire d'appoint.

« Je sais bien que le communisme n'est pas encore assis, que vous vous efforcez seulement de l'établir et que vous proclamez les premiers que vous n'y réussirez qu'au bout d'un temps assez long.

« Il y a là cependant des contradictions qui me surprennent parce que je ne vois pas bien l'orientation et le plan d'action du gouvernement.

« Si vous ne voyez pas très clair — m'ont-ils répondu — ce n'est pas, rassurez-vous, que vous soyez aveugle. C'est que la situation offre en effet quelque obscurité.

« Nous avons, jusqu'à la fin de 1920, marché d'un pas continu vers la réalisation du commu-

nisme. Des projets de suppression de l'argent ont été publiés. Les marchés libres étaient fermés dans les villes d'avant-garde comme Petrograd. Là où on les tolérait, on y multipliait les rafles et les confiscations. Le salariat subsistait dans une mesure insignifiante si vous considérez le coût de la vie et l'on envisageait son remplacement par des primes en nature.

« Logement, éclairage, transports, produits alimentaires, théâtres même, étaient gratuits depuis longtemps. Nous étatisions plutôt que nous ne socialisions, mais l'évolution se poursuivait très nette et la route allait toute droite vers le but espéré.

« Le point culminant de l'orientation vers le communisme intégral se fixe en janvier-février 1921.

« Depuis lors, il a fallu malheureusement stopper. La situation économique était peu brillante. A l'époque difficile de la soudure, elle est devenue mauvaise et les rations, insuffisantes déjà, se sont réduites de plus en plus.

« Pour ne pas mourir de faim, l'ouvrier, le fonctionnaire ont dû se procurer clandestinement des denrées. Ils échangeaient avec les paysans ce qui leur restait de richesses échangeables, meubles, bibelots, vêtements. Ils spéculaient, comme nous disons, de toutes les manières. Quelques-uns truquaient de façon fâcheuse. Le système D, dont vous parliez tout à l'heure, fleurissait de nouveau.

« Nécessité n'a pas de loi. Il a fallu autoriser les marchés, augmenter les salaires. Nous sommes revenus en arrière pour la première fois. C'est là « nouvelle politique ». Nous subissons un temps d'arrêt forcé, en attendant que nous puissions rebondir de plus belle.

« Voilà le secret des contradictions, trop certaines, que vous avez constatées.

« Bien — ai-je dit — je comprends. Entre vos désirs et vos possibilités, une marge importante existe. On est obligé d'en tenir compte. Mais j'aimerais à savoir de vous comment se passaient les choses avant la crise récente qui en a interrompu le cours.

(1) Extrait de *Chez Lénine et Trotsky* (Moscou 1921), par André Morizet.

« Supposons qu'un individu ait débarqué à Moscou voilà six mois. Voulez-vous me dire comment il aurait dû procéder pour satisfaire à ses besoins divers ?

— C'est facile. Voici les étapes qu'il aurait parcourues :

« D'abord, il se serait fait inscrire à la Bourse du Travail, puisqu'on est producteur, en Russie, avant d'être citoyen. La Bourse l'aurait adressé à une institution professionnelle où on l'aurait inscrit.

« Cette immatriculation terminée, il aurait trouvé le nécessaire.

« Pour manger, il aurait reçu de son institution un payoc. Je vous expliquerai tout à l'heure ce que cela signifie.

« Pour se loger, le service du logement — le Jilichnia Adiel — lui aurait fourni une habitation sur un bon de son institution. On a droit en principe à un local contenant un certain nombre de mètres cubes d'air, mais cela équivaut dans la pratique à une pièce par tête d'habitant.

« Pour se vêtir, il se serait rendu, toujours avec un bon, au Soviet communal, qui l'aurait envoyé à l'un de ses magasins. Pour les vêtements de travail et les outils, son syndicat les lui aurait remis.

« Pour se chauffer, son institution lui aurait procuré le combustible.

« Je vous ai parlé tout à l'heure du payoc, c'est-à-dire de la ration qu'on touche en nature, lorsqu'on ne préfère pas manger au restaurant. Il en existe quatre sortes. Nous avons : le payoc diplomatique, que reçoivent les diplomates, les étrangers, hôtes de la République et les chefs de service ; le payoc semi-diplomatique, attribué aux ouvriers dits responsables, c'est-à-dire exerçant une fonction, aux employés du gouvernement et aux travailleurs de certaines usines ; le payoc ordinaire et celui des malades, qui n'est autre que le précédent additionné d'un supplément.

« Voici ce dont le bénéficiaire de chacun de ces catégories devait disposer tous les mois, d'après le barème de Moscou pour mars 1921 :

	1°	2°	3°	4°
Farine supérieure	10 liv. (1)	10 liv.	0 liv.	10 liv.
Farine noire .....	35 —	35 —	30 —	0 —
Viande .....	30 —	15 —	7 — ½	7 — ½
Graisse .....	5 —	2 — ½	1 —	2 —
Millet .....	15 —	7 — ½	5 —	5 —
Produits lactés (from. et beurre)	5 —	2 — ½	0 —	2 —
Sucre .....	5 —	2 — ½	1 —	2 —
Pâtes .....	5 —	2 — ½	1 —	0 —
Sel .....	1 — ½	1 —	1 —	0 —
Légumes .....	45 —	22 — ½	30 —	0 —
Condiments .....	2 —	1 —	1 —	0 —
Fruits secs .....	5 —	2 — ½	0 —	0 —
Thé .....	1/4 —	1/4 —	1/4 —	0 —
Café .....	1/4 —	0 —	0 —	0 —
Cacao .....	0 —	0 —	0 —	1/8 —
Œufs .....	60 —	30 —	0 —	20 —
Cigarettes .....	750 —	375 —	0 —	0 —
Allumettes .....	10 boît.	5 boît.	0 —	0 —
Savon de toilette..	2 pains	1 pain	1 pain	0 —
Savon de lessive..	1 —	½ —	1/4 —	0 —

« Les enfants bénéficiaient d'un régime particulier. Suivant qu'ils appartenaient à la catégorie des normaux ou des sous-alimentés, ils recevaient à Moscou en avril :

Pain .....	20 livres	20 livres
Viande .....	7 —	12 —
Millet .....	7 —	12 —
Sucre .....	2 — ½	10 —
Fruits secs .....	2 —	0 —
Farines diverses ..	3 — ½	2 — ½
Sel .....	1 —	1 —
Beurre .....	1 —	1 liv., 8 lots (1)
Légumes secs ....	2 liv., 13 lots	3 —
Café .....	3 lots	½ —
Œufs .....	16 —	30 —

« Ajoutez, si vous voulez être exactement renseigné, que chacun de ces payocs comportait des modalités variées.

« Les soldats recevaient des suppléments. Aujourd'hui encore ils touchent chaque jour une livre de pain en plus et dans certains corps, comme l'artillerie ou l'automobile, une livre et demie.

« Chez les ouvriers aussi il existe des catégories privilégiées, comme les *oudarni*, les ouvriers de choc, ainsi qu'on les nomme d'un mot emprunté au jargon de la guerre. Parmi les *oudarni* eux-mêmes, il y a les *obratzovi*, les travailleurs des usines-modèles, rares à la vérité puisque une seule usine, à Moscou, ressortit à cette classe. Ils reçoivent chaque mois, en sus de leur payoc, 7 livres de viande ou de poisson, 30 à 40 livres de farine et 15 pour chacun de leurs enfants.

« Ajoutez encore que ceux qui travaillent de nuit gagnent un supplément d'une demi-livre de farine, de 5 zolotnik de graisse et de 15 cigarettes.

« Mais tout cela, malheureusement, est, dans la plupart des cas, demeuré théorique.

« Logement, vêtement, chauffage, n'ont jamais pu être assurés complètement. On a satisfait aux demandes dans une proportion relative, qui a diminué constamment.

« Quant aux payocs, ils ont varié suivant les approvisionnements. Tantôt la viande a manqué, tantôt un autre article. Des distributions de caviar, de sardines, de noisettes ou d'autres denrées ont remplacé, selon les arrivages, celles qui auraient dû être opérées régulièrement.

« Les quantités n'ont jamais été suffisantes et là est la grande raison du maintien des salaires et de la tolérance vis-à-vis des marchands. Nous avons dû fermer les yeux sur beaucoup d'abus, admettre que chacun se débrouille pour le mieux. Les excès seuls ont été réprimés. Songez que du 7 mai au 7 juin 1921, en un mois, dans 282 institutions d'ordres divers, la Commission de révision des cartes alimentaires a trouvé, d'après les *Izviestia* du 16 juin, 34.395 cartes fictives, des cartes d'âmes mortes, comme nous disons en souvenir du roman fameux de Gogol.

« Comprenez-vous, maintenant, la raison des contradictions qui vous étonnent ?

« Vous allez entendre au Congrès, vous entendez depuis quelques semaines, parler de la « Politique Nouvelle ». La Politique Nouvelle, c'est le remède que nous allons essayer pour parer à la crise sociale que nous traversons, crise au milieu de laquelle toute tentative d'organisation rencontre des difficultés extrêmes, parce que cette crise est fonction de la crise agricole et de la crise industrielle, de la crise, en un mot, de toute la production. »

A. MORIZET.

(1) La livre russe vaut 410 grammes.

(1) Un lot vaut 3 zolotnik et 1 zolotnik 4 gr. 26

# Les Tâches actuelles de la Russie des Soviets<sup>(1)</sup>

Permettez-moi, camarades, de troubler quelque peu votre ordre du jour et de vous entretenir aujourd'hui de sujets qui y sont étrangers, afin de vous faire part de mes réflexions et de mes conclusions sur les problèmes politiques les plus importants. Nous nous sommes souvent adressés à ceux qui, sans être les représentants officiels des institutions de l'Etat, portent, en réalité, une part énorme des charges de l'Etat. Vous savez tous que le véritable travail de la plupart de nos institutions est accompli par des représentants de la classe ouvrière, et notamment, au premier plan, par des métallurgistes.

C'est pourquoi je pense qu'il ne sera pas inopportun de modifier le caractère de vos débats et de parler moins ici des questions syndicales ou de celles ayant trait au parti que des grandes questions politiques concernant notre situation intérieure et internationale. Car je suis convaincu qu'on y voit quelque chose qui ressemble à un revirement politique dont l'intelligence exige de la part de tout membre du parti et, bien entendu, de tout ouvrier conscient, une attention particulière. Cette attention est nécessaire à la bonne compréhension des choses et doit nous permettre d'y conformer notre activité dans les syndicats, dans le parti, dans les soviets, partout ailleurs.

## Gênes

Vous savez certainement, camarades, que la question la plus importante de la politique internationale c'est encore, pour nous, celle de Gênes. Je ne suis pas tout à fait convaincu que ce soit légitime, parce qu'en parlant de Gênes nous pensons à la Conférence qui devait se réunir dans cette ville d'Italie, dont tous les préparatifs étaient presque achevés, mais qui nous apparaît maintenant comme tellement indéterminée que personne ne sait (et je crains bien que ses initiateurs et ses organisateurs ne le sachent pas eux-mêmes) si elle a beaucoup de chances de se réunir ou si elle n'en a guère.

En tout cas, nous devons nous dire et dire à tous ceux qui s'intéressent aux destinées de la République Ouvrière et Paysanne que notre position vis-à-vis de la Conférence de Gênes est restée aussi ferme qu'elle le fut dès le début. Et ce n'est pas notre faute si la fermeté, si la résolution la plus élémentaire dans l'accomplissement de leurs propres desseins manquent aux autres.

Nous avons déclaré, dès le premier moment, *faire bon accueil à l'idée de la Conférence de Gênes et y consentir* ; nous comprenions parfaitement et nous ne cachions pas que nous y allions comme des négociants, parce que le commerce avec les Etats capitalistes (tant qu'ils ne se sont pas encore tout à fait effondrés) nous est absolument indispensable et que nous y allions pour discuter les conditions politiques les plus correctes et les

plus avantageuses de ce commerce — rien de plus.

Ce n'est naturellement pas un secret pour les Etats capitalistes qui ont formé les premiers le projet de la Conférence de Gênes — et poussé à sa réalisation. Ces Etats savent bien que la série de traités de commerce qui nous lient à différents pays capitalistes s'allonge de plus en plus, que le nombre des affaires faites augmente, que le nombre des entreprises commerciales russes et étrangères, minutieusement étudiées, réalisant les combinaisons les plus variées et par lesquelles les pays étrangers sont intéressés à diverses branches de notre production, est déjà énorme. C'est pourquoi les bases pratiques des discussions de Gênes sont fort bien connues des Etats capitalistes. Et si nous voyons s'ériger au-dessus de ces bases quantité de superstructures faites de projets et de propositions politiques, il faut comprendre que ce ne sont là que des superstructures souvent artificielles et souvent imaginées par ceux qui y sont intéressés.

## Il s'agit de commerce

En plus de quatre années d'existence du pouvoir des Soviets, nous avons, naturellement, acquis assez d'expérience pratique (outre ce que nous en savions déjà théoriquement) pour savoir apprécier à sa juste valeur le jeu diplomatique auquel les représentants des Etats bourgeois se sont adonnés suivant toutes les règles de leur vieille diplomatie désuète. Nous comprenons parfaitement ce qu'il y a à au fond de ce jeu. Nous savons qu'il s'agit du commerce. *Les pays bourgeois ont besoin de relations commerciales avec la Russie.* Ils savent que sans relations économiques avec nous, conçues de façon ou d'autre, leur débâcle continuera et s'aggravera. Mais leur grande victoire, malgré l'immense vanité dont leurs journaux sont remplis, leur économie continue de se désagréger, et voici quatre ans qu'ils ne réussissent pas, au lendemain de leurs mirifiques victoires, à résoudre la plus simple question — non celle de construire quelque chose de nouveau, mais celle de réparer un peu ce qui a été endommagé. Et ils continuent à délibérer, à se réunir à trois, à quatre, à cinq (ce sont, comme vous voyez, des nombres considérables qui rendent effroyablement difficile toute entente) pour former une combinaison leur permettant de faire du commerce.

Je comprends que les communistes ont besoin de temps pour apprendre à faire du commerce et que quiconque s'y mettra fera d'abord, pendant quelques années, les fautes les plus grossières ; mais l'Histoire les lui pardonnera, parce qu'il aura entrepris quelque chose de nouveau... Il faut ici s'assouplir le cerveau, abandonner tous préjugés communistes ou, plus exactement, vieux-russes et bien d'autres choses encore. Mais que les représentants des Etats bourgeois aient à refaire l'apprentissage du commerce qu'ils font depuis des siècles et sur lequel se basent toutes leurs mœurs, voilà qui est étrange !

Ce n'est pourtant pas trop étrange pour nous : nous savions, et nous disions depuis longtemps qu'ils avaient compris la guerre impérialiste beaucoup moins bien que nous. Après l'avoir comprise

(1) Discours prononcé par Lénine le 6 mars 1922 à l'assemblée de la fraction communiste du Congrès des métallurgistes. Texte sténographique. L'abondance des matières — et nous nous en excusons — nous a seule empêché de publier plus tôt ce discours d'une si grande importance politique et sociale.

du point de vue des situations les plus immédiates, ils sont, après trois ans de victoires grandioses, absolument incapables de trouver une issue à leur situation.

Communistes, nous disions comprendre la guerre plus profondément et plus exactement, et nous savions que ses contradictions et ses misères seraient infiniment plus vastes que ne les prévoyaient les Etats capitalistes. Nous disions, en considérant les Etats bourgeois victorieux :

« Ils se rappelleront plus d'une fois de nos prédictions et de notre compréhension de la guerre et de ses conséquences. »

Nous ne nous étonnons pas de leurs embarras, mais nous reconnaissons en même temps avoir besoin du commerce avec les Etats capitalistes tant qu'ils existent comme tels. Nous allons négocier avec eux comme des négociants, et le nombre de nos traités de commerce et de nos affaires faites prouve que nous en sommes capables. Ces affaires, nous ne pouvons encore les livrer à la publicité, tant qu'elles ne sont pas achevées.

Quand un homme d'affaires capitaliste vient nous trouver et nous demande que nos pourparlers restent entre nous jusqu'à la fin nous ne pouvons évidemment, du point de vue des affaires, le lui refuser. Mais nous savons le nombre des contrats en préparation, que leur seule énumération tiendrait plusieurs pages et qu'il y a dans leur nombre des dizaines de propositions pratiques concrètement étudiées avec des groupements financiers solides. Certes, MM. les représentants des puissances bourgeoises à Gênes le savent aussi bien que nous, car les relations entre leurs gouvernements et les firmes commerciales de leurs pays se sont assurément maintenues. Même chez eux l'incurie n'est pas encore assez grande pour qu'ils ne soient pas exactement informés sur ce point.

### Les méthodes d'intimidation seront inutiles

Et c'est pourquoi nous lisons dans les dépêches de l'étranger que ces messieurs ne savent paraît-il pas encore très bien ce qui se passera à Gênes, qu'ils préparent quelque chose de nouveau, qu'ils veulent étonner le monde en présentant à la Russie des exigences nouvelles, permettez-moi de leur dire (j'espère bien le dire personnellement à M. Lloyd George) qu'ils n'étonnent personne.

— Vous êtes, Messieurs, des hommes d'affaires, et vous faites bien les affaires. Nous ne faisons que nous initier aux affaires, et nous les faisons mal. Mais nous avons déjà des dizaines et des centaines de contrats conclus et de projets en bonne voie, qui montrent comment, dans quelles conditions, nous faisons et nous ferons des affaires.

Et quand nous lisons dans les journaux des informations publiées pour nous intimider, quand nous apprenons qu'on veut, par exemple, nous imposer un « temps d'épreuve », cela nous fait seulement sourire. On nous a fait assez de menaces, et des menaces plus sérieuses que celles du commerçant qui fait mine, tout en nous offrant ses derniers prix, de vouloir claquer la porte.

Nous avons été menacés par les canons des puissances alliées, dominant presque le monde entier. Nous n'en avons pas été intimidés. Que Messieurs les diplomates européens veuillent bien ne pas l'oublier. Nous ne cherchons pas à défendre notre prestige diplomatique, chose si importante pour les Etats bourgeois. Nous n'en parlerons ni officiellement, ni autrement. Mais nous n'oublions pas ce qui précède. Pas un ouvrier, pas un

paysan russe n'oublie et n'oubliera jamais qu'il a victorieusement défendu le pouvoir des Soviets contre les interventions militaires de la coalition des plus grandes puissances.

Nous sommes en possession de toute une collection de traités conclus pendant des années par ces puissances avec Koltchak et Denikine. Ces traités ont été publiés : le monde entier les connaît. Pourquoi jouer désormais à cache-cache et nous prendre pour les naïfs ? S'il plaît à Messieurs les représentants des Etats bourgeois de dépenser leur papier (ils en ont beaucoup, ils en ont même de trop) et leur encre, et d'utiliser leurs stations radio-télégraphiques à publier dans le monde qu'ils imposeront à la Russie un temps d'épreuve, nous verrons bien qui sera finalement le plus fort. On nous a déjà éprouvés, non avec des mots, non avec des sous, non avec du commerce, mais avec des coups, et nous avons mérité, en versant notre sang, par maintes et douloureuses blessures, que nos adversaires reconnaissent qu'un homme éprouvé en vaut deux !

Nous l'avons mérité sur les champs de bataille. Dans le domaine commercial, je déplore qu'on s'attaque trop peu à nous ; mais c'est avec espoir qu'il n'y aura bientôt plus à le déplorer et que nous aurons en affaires autant de succès qu'à la guerre.

J'ai dit que je comptais m'entretenir personnellement de ces choses avec M. Lloyd George, à Gênes, et lui dire que ce n'est vraiment pas la peine de vouloir nous faire peur. Car il n'en pourra résulter qu'une perte de prestige pour ceux qui l'essayeront.

J'espère que mon fâcheux état de santé, qui, depuis plusieurs mois, ne me permet pas de prendre une part directe aux affaires politiques et de remplir la fonction soviétiste qui m'est attribuée, ne m'en empêchera pas. J'ai des raisons de penser que je pourrai, dans quelques semaines, reprendre le travail. Mais les représentants des puissances bourgeoises sauront-ils, en quelques semaines, s'entendre à trois ou quatre sur les points sur lesquels ils ont bruyamment annoncé eux-mêmes que leur entente était réalisée ? Je n'en suis pas sûr. J'ose même affirmer que personne au monde n'en est sûr et qu'ils n'en savent rien eux-mêmes, parce que les délégués des puissances victorieuses réunis à Cannes, après bien d'autres réunions — si nombreuses que la presse bourgeoise finit elle-même par en rire — n'ont pas encore su dire seulement ce qu'ils veulent.

### Le danger de guerre n'est pas écarté

C'est pourquoi le camarade Troski a le mieux défini la situation, non du point de vue du maquis diplomatique, mais du point de vue pratique.

Au lendemain du jour où l'on avait publié que la Conférence de Gênes était tout à fait réglée, tout à fait entendue, qu'un accord parfait régnait à ce sujet et que c'était uniquement l'instabilité d'un gouvernement bourgeois (ils sont singulièrement instables) qui en différait la réunion, Troski publiait un ordre à l'armée rouge informant nos soldats de la situation internationale.

« Nous savons, y était-il dit, qu'un groupe résolu de nos ennemis veut encore essayer d'une intervention militaire. Soyons prêts. Que chaque soldat rouge sache ce que c'est que le jeu diplomatique et ce que c'est que la force des armes qui a jusqu'à présent tranché tous les différends entre les classes. »

Que chaque soldat rouge sache ce que c'est que le jeu diplomatique et ce que c'est que la force des armes, et nous verrons ! Quelle que soit la débâcle du capitalisme, des groupes politiques influents peuvent encore vouloir nous combattre par les

armes. Et, si les gouvernements bourgeois sont instables au point de ne pouvoir fixer la date d'une conférence, qui sait dans quelles mains ils seront demain ? Nous n'ignorons pas que des partis, des hommes influents, des puissances économiques veulent la guerre. Nous sommes suffisamment informés sur les dessous de certains traités économiques.

Nous avons énormément souffert, nous savons quelles calamités une nouvelle guerre pourrait nous valoir ; mais, nous le déclarons bien haut, nous tiendrons encore si l'on essaye de recommencer ! Que l'on essaie donc !

La conclusion du camarade Trotski, qu'il a exposée aux soldats rouges, c'est que la remise de la Conférence de Gênes, par suite de l'instabilité des ministères italiens signifiait un danger de guerre. Nous ferons en sorte que chaque soldat rouge le sache. Ce résultat nous sera d'autant moins difficile à atteindre qu'il n'y a guère, en Russie, de soldats ou de familles qui ne sachent, sans avoir lu les ordres de l'armée et les journaux, par ce qu'on voit dans nos campagnes d'estropiés, de ruinés, d'affamés, quelle est la cause véritable de toutes ces souffrances. Et il est douteux qu'il y ait aujourd'hui chez le soldat rouge un sentiment plus ferme que celui de la répulsion ou de la défense contre ceux qui ont soutenu Koltchak et Denikine. Point n'est besoin de constituer de nouvelles commissions d'agitation et de propagande : ces choses sont connues.

Pour ce qui est de la Conférence de Gênes, il importe de distinguer avec soin l'essentiel des canards que la bourgeoisie lance dans ses journaux et qui lui paraissent parfois être des bombes, mais ne nous effraient guère. Nous en avons tant vu qu'ils ne nous font même plus sourire. Pures sornettes que toutes les tentatives de nous imposer des conditions de vaincus, sornettes qui ne valent pas la peine d'une réponse. Nous entrons en relations d'affaires et nous savons, comme des négociants, ce qu'on nous doit, ce que nous devons et quels peuvent être les bénéfices légaux ou même exagérés de nos partenaires. On nous fait bien des propositions, nos affaires augmentent quelle que soit l'humeur des trois ou quatre puissances victorieuses. En différant la Conférence de Gênes, elles ne peuvent que perdre parce qu'elles montrent à leurs propres citoyens qu'elles ne savent pas exactement ce qu'elles veulent et qu'elles souffrent d'une maladie de la volonté. Cette maladie, c'est l'incompréhension d'une vie politique et économique que nous avons comprise. Il y aura bientôt dix ans que nous l'avons comprise, et la débâcle et la ruine actuelle n'ont pas encore éclairé les États bourgeois.

### Notre retraite économique est finie

Nous voyons déjà clair dans la situation qui s'est créée chez nous et nous pouvons dire tout à fait fermement que nous sommes déjà en mesure d'arrêter notre retraite et que nous l'arrêtons. C'est assez. Nous comprenons et nous ne cachons pas que notre nouvelle politique économique est une retraite. Nous avons pris plus que nous ne pouvions garder, et c'est la logique de la lutte. Ceux qui se souviennent de ce qui se passait en octobre 1917, et ceux qui l'ont appris depuis, savent combien de propositions de compromis les bolcheviks ont faites alors à la bourgeoisie. Nous lui disions : « Vous croulez, nous allons prendre le pouvoir et nous le garderons. Ne voudriez-vous pas que ça se passe, comme dit le paysan, sans

scandale » — Mais il n'y eut pas seulement des scandales, il y eut des tentatives d'insurrections provoquées par les mencheviks et par les socialistes-révolutionnaires. Ceux-ci, pourtant, s'étaient proclamés tout disposés à remettre le pouvoir aux Soviets. Je viens de lire, dans un journal parisien (ils contiennent bien des choses dans cet ordre d'idées) un article de Kérénsky contre Tchernov. M. Kérénsky expose qu'au temps même de la Conférence démocratique, son gouvernement était tout disposé à céder la place à ceux qui auraient pris sur eux de former un gouvernement homogène. — Nous ne nous y refusions pas. Nous le déclarions déjà en juin 1917. En octobre 1917, le Congrès des Soviets donna la majorité aux bolcheviks. Kérénsky fit alors appel aux junkers, joignit le général Krasnov, voulut faire marcher l'armée contre Pétrograd. Nous bousculâmes un peu ces gens-là qui bourent et se fâchent encore et nous traitent d'usurpateurs, voire de bourreaux. Nous leur répondons : « Prenez-vous-en à vous-mêmes ! Ne vous imaginez pas que les ouvriers et les paysans russes ont oublié vos œuvres. Vous nous avez provoqués, vous avez suscité la lutte la plus acharnée en octobre 1917, à quoi nous avons répondu par la terreur et triplement par la terreur, et s'il le faut, nous sommes prêts à recommencer, si vous recommencez ». Aucun ouvrier, aucun paysan ne doute que ce soit nécessaire ; personne n'en doute si ce n'est quelques intellectuels mécontents. Nous avons eu à faire la guerre contre un ennemi qui nous était cent fois supérieur en nombre, dans des conditions économiques effroyablement difficiles. On comprend qu'il fallut aller loin dans la voie des mesures exceptionnelles communistes. On nous y obligeait. Nos ennemis voulaient nous briser, nous soumettre, non en paroles, mais en fait. Ils ne consentaient à aucun compromis. Nous répondîmes : « Si vous vous imaginez que nous reculerons devant les mesures communistes les plus extrêmes, vous vous trompez ». — Nous n'avons pas reculé et nous avons vaincu. Maintenant, ces positions nous ne pourrions les garder, nous reculerons parce que nous avons assez conquis de terrain pour garder les lignes dont nous avons besoin. Tout ce qu'il y a de blancs, mencheviks et socialistes-révolutionnaires en tête, exultent en constatant notre retraite. Exultez, si cela vous fait du bien. La joie de nos ennemis ne nous est pas désavantageuse quand elle les détourne du travail actif. Leurs illusions ne nous découragent pas.

Nous avons conquis d'immenses positions et si nous ne l'avons pas fait, de 1917 à 1921, nous n'eussions pas eu de terrain, ni au sens économique, ni au sens géographique, pour effectuer maintenant une retraite. Nous conservons le pouvoir, en alliance avec les paysans et si vous ne voulez pas accepter les conditions que nous vous faisons avant la guerre, vous n'obtiendrez après une guerre nouvelle que des conditions pires. L'histoire diplomatique, économique et politique, de 1917 à 1921, le montre si bien qu'il n'y a nulle vantardise à le dire. Ce n'est qu'une constatation. Si, en octobre 1917, les capitalistes avaient accepté nos propositions, ils auraient reçu cinq fois plus qu'aujourd'hui. Vous avez fait la guerre pendant trois ans. Quel avantage en avez-vous retiré ? Vous voulez encore faire la guerre ? Nous savons que vous êtes loin de le vouloir tous. Nous savons aussi qu'en présence de la famine et de la situation de notre industrie, nous ne pourrions conserver toutes nos conquêtes de 1919-1921. Nous en avons abandonné un certain nombre. Mais nous

pouvons dire aujourd'hui que *notre retraite devant les capitalistes est finie*. Nous avons mesuré nos forces et les leurs. Nous avons fait de nombreuses reconnaissances dont les résultats sont consignés dans nos contrats avec des capitalistes russes et étrangers. Et je suis convaincu que le Congrès du Parti Communiste le dira au nom du parti dirigeant de la Russie : *Notre retraite économique peut maintenant être arrêtée. C'est assez. Nous ne reculerons pas davantage*. Nous nous occuperons désormais de développer et de grouper rationnellement nos forces.

### Nos difficultés sont immenses

Quand je dis que nous cessons notre retraite économique, ce n'est pas que j'oublie les difficultés infernales que nous avons à surmonter et que je veuille à ce sujet vous rassurer. La question des limites d'une retraite et de sa cessation n'est pas celle des difficultés qui nous environnent. Nous savons que nous n'avons pas encore su vaincre cette calamité. Nous savons ce que c'est que la crise financière dans un pays obligé de faire du commerce et où des quantités fabuleuses de papier-monnaie ont été émises. Ces difficultés sont énormes. Je ne crains pas de dire qu'il n'est pas possible de les embrasser d'un coup d'œil. Mais nous n'en sommes pas accablés. Nous puisons au contraire notre force dans notre franchise à l'égard des ouvriers et des paysans auxquels nous montrons ces difficultés et le danger qui les menace du côté des puissances occidentales. Travaillons et considérons avec calme notre tâche. Quand nous cessons notre retraite, ce n'est pas que nous considérons les bases de notre nouvelle économie comme établies. Il n'en est rien. Il ne nous est pas encore permis d'envisager l'avenir avec sécurité. Nous sommes entourés de dangers, du danger militaire que j'ai indiqué, des dangers économiques à l'intérieur, famine, ruine du paysan, désorganisation financière. Dangers énormes, exigeant une énorme tension des forces mais qui ne nous empêcheront pas de faire la guerre si on nous l'impose. Mais elle ne serait pas si facile à nos adversaires. En 1918, il leur était aisé de la commencer et en 1919 de la continuer. Mais depuis, jusqu'à 1922, il a coulé beaucoup d'eau sous les ponts et beaucoup de sang. Les ouvriers et les paysans des pays d'Occident ne sont plus les mêmes qu'en 1919.

### Nous ne ferons plus aucune concession

Au moment où le projet de Gènes semble remis en question par des hésitations dont on ne voit pas la fin, alors que nous avons fait dans notre politique intérieure tant de concessions, il est donc temps de dire que nous n'en ferons plus, *que nous n'en ferons plus aucune*. Si les capitalistes s'imaginent qu'ils peuvent encore gagner du temps avec nous et obtenir davantage, je répète que nous devons les en avertir : *« C'est assez, vous n'aurez rien demain ! »* Si l'histoire du pouvoir des Soviets et de ses victoires ne leur a rien appris, libre à eux. Nous avons fait ce qui dépendait de nous en le proclamant devant le monde entier. J'espère que notre Congrès proclamera la fin de notre retraite. *Elle est finie* et tout notre travail va en être modifié.

### Trêve aux délibérations

Il faut remarquer qu'on observe encore chez nous une grande nervosité, presque malade, dans la discussion de cette question. Les plans les plus variés sont élaborés, des résolutions de toute sortes sont prises. Le hasard m'a fait lire hier, dans les *Izvestia*, des vers satiriques de Maïakovski. Je ne suis pas des admirateurs de son talent poétique, mais je reconnais volontiers mon incompetence en prosodie. Pourtant, il y a longtemps que je n'avais éprouvé un semblable plaisir, dans les choses de l'administration et de la politique. Maïakovski se gausse des délibérations et des communistes, qui sans cesse délibèrent, palabrent et redélibèrent. Je ne sais pas ce que valent ses vers en poésie, mais je réponds qu'en politique ils sont tout à fait excellents. Nous sommes, en effet, dans la situation — et il faut reconnaître que cette situation est fort sotte — de gens qui délibèrent toujours, forment des commissions, élaborent des plans — à l'infini. Il y a dans la littérature russe un type de cette sorte : Oblomov. Oblomov passait son temps étendu sur son lit à faire des projets. Bien des événements se sont produits : la Russie a fait trois révolutions, et les Oblomov sont restés les mêmes, car il y en a, propriétaires, paysans, intellectuels, mais aussi ouvriers et communistes. Il suffit de nous voir délibérer, travailler en commissions, pour conclure que *le vieux Oblomov subsiste et qu'il faut le bien laver, nettoyer, brosser et secouer pour qu'il soit bon à quelque chose*. A cet égard, nous ne devons pas nous faire d'illusions sur notre situation.

Nous n'avons pas imité ceux qui, comme les socialistes-révolutionnaires, écrivent le mot révolution avec une majuscule. Nous pouvons répéter le mot de Marx : « En temps de révolution, on ne fait pas moins de bêtises qu'en d'autres temps, et on en fait parfois davantage ». Ces bêtises, nous devons les considérer esans crainte, avec sang-froid. Révolutionnaires, nous devons nous habituer à cela. Nous avons, dans cette révolution, accompli tant de choses définitives, connues du monde entier, qu'en aucun cas nous ne devons nous énerver et nous sentir confus.

### Communisme et aptitude au travail

La situation est aujourd'hui telle : nous avons fait une reconnaissance, et nous revoyons le chemin accompli, avant de continuer. Du moment que nous avons à tenir encore contre les capitalistes, nous devons frayer résolument notre nouvelle voie. *Toute notre organisation doit être construite de telle façon que des hommes inexpérimentés en cette matière ne soient pas placés à la tête des entreprises commerciales*. A tout moment, on voit placer chez nous, à la tête des administrations, un communiste, c'est-à-dire un homme indiscutablement consciencieux, trempé dans la lutte pour le communisme, qui a passé par la prison, mais qui ne sait pas faire des affaires et que l'on met cependant à la tête d'un trust d'Etat. Il a toutes les qualités indiscutables du communisme, mais un bon négociant le roulera tout de même. Et c'est un tort de mettre les communistes les plus dignes, les plus admirables, ceux dont on ne peut suspecter le dévouement, à moins d'être fou, là où il faut mettre un commis consciencieux et bien au courant et qui ferait beaucoup mieux le travail. C'est dans ces choses-là qu'apparaissent

chez nous les mœurs d'Oblomov. Nous avons placé, dans nombre d'emplois, des communistes pourvus de brillantes qualités, mais absolument incompétents. Combien y a-t-il de communistes dans nos administrations d'Etat ? Nous possédons des documents innombrables, nous avons des travaux sérieux qui suffiraient à enthousiasmer le savant allemand le plus exigeant, nous avons des montagnes de papier, et il faudrait cinquante ans de travail (multipliés par 50) à la Commission d'Histoire du Parti pour se retrouver dans tout cela ; mais pratiquement, dans un trust d'Etat, vous n'arriverez à aucun résultat, et vous ne saurez pas à qui vous adresser pour la moindre chose.

### **Epurons le Parti des incapables et des parasites**

L'exécution pratique des décrets dont nous avons déjà une quantité plus que suffisante et que nous confectionnons avec la précipitation si bien dépeinte par Maiakovski, n'est pas contrôlée. Les résolutions des militants communistes responsables sont-elles appliquées ? Ces militants savent-ils les faire appliquer ? Non, et c'est ce qui modifie l'axe de notre politique intérieure. Qu'est-ce que nos séances et nos commissions ? Ce n'est souvent qu'un jeu. Depuis que nous avons épuré le Parti, après nous être dit : « Les profiteurs, les faux-communistes, les voleurs, à la porte ! » Ça va mieux ! Nous avons mis dehors quelques 100.000 mauvais communistes, et c'est très bien, mais ce n'est qu'un commencement. Le Congrès du Parti étudiera cette question à fond. Et je pense qu'ensuite les quelques dizaines de milliers de membres du Parti, qui ne font maintenant qu'organiser des commissions et ne mènent et ne savent mener aucun travail pratique, auront le même sort. Quand nous aurons fait ce nettoyage, notre parti s'occupera enfin du travail véritable et le comprendra comme il a su le comprendre dans le domaine militaire. Assurément, c'est une œuvre qui ne peut être accomplie ni en quelques mois, ni en une année. Mais nous devons être, dans cette question, durs et fermes comme pierre. Ne craignons pas de dire que le caractère de notre travail a changé. Notre pire ennemi intérieur, c'est le communiste qui occupe un poste responsable (puis un autre poste non responsable) soviétique, jouit de la considération générale comme un homme consciencieux, exagère un peu, mais n'exagère pas trop, et n'a pas su apprendre à combattre la papperasserie et l'encouragement au contraire. *De cet ennemi-là, nous devons nous débarrasser, et nous y arriverons avec l'aide de tous les ouvriers et de tous les paysans conscients. Contre cet ennemi, contre les Oblomov et leur absurdité, toute la masse ouvrière et paysanne sans parti suivra avec ensemble l'avant-garde du Parti Communiste. Et l'on n'aient avoir là-dessus aucune hésitation.*

### **Nous avons besoin de travail effectif**

Je terminerai en résumant brièvement. Le jeu de Gènes et le jeu diplomatique qui se déroule autour de Gènes ne nous ébranlent aucunement. On ne nous attrapera plus. *Nous allons négocier avec des commerçants, nous concluons des marchés, en continuant notre politique de concessions, mais dans des limites déjà bien précises.* Ce que nous avons déjà accordé aux négociants dans nos contrats constitue un pas en arrière dans notre législation. Soit ! Nous n'en ferons pas deux,

Ceci modifie nos tâches essentielles dans la politique intérieure, surtout économique. Ce n'est pas de nouveaux décrets, de nouvelles administrations, de nouveaux procédés de lutte que nous avons besoin. *Nous avons besoin de vérifier l'aptitude au travail des hommes et l'exécution effective des tâches.* La prochaine épuration portera sur les communistes qui font semblant d'être des administrateurs. Que ceux qui forment des commissions délibèrent et palabrent sans faire la plus simple besogne tâchent de s'occuper d'agitation et de propagande ou de toute autre chose utile. Il y en a qui passent leur temps à inventer des choses originales et sages et à dire que, c'est « nouvelle politique », il faut bien inventer quelque chose de nouveau : mais la besogne dont ils sont chargés, ils ne la font pas. Au lieu de garder le kopek qu'on leur confie et de tâcher d'en tirer un deuxième kopek, ils élaborent des plans en milliards et même en trillions soviétiques. C'est contre ce mal que nous allons lutter. *Vérifier l'aptitude au travail et l'exécution du travail, c'est en cela et encore une fois rien qu'en cela que réside le centre de gravité actuel de notre tâche.* Nous en avons pour longtemps. Au nom du Parti, nous devons l'annoncer et réformer nos rangs conformément aux nouvelles nécessités. Et nous serons alors victorieux dans ce domaine comme nous l'avons été toutes les fois que le pouvoir bolchevik prolétarien, soutenu par les masses paysannes, s'est mis à l'ouvrage !

N. LENINE.

## **CORRESPONDANCE**

### *Le citoyen Soutif nous adresse la lettre suivante :*

Dans le dernier numéro du *Bulletin Communiste*, le citoyen Souvarine publie un article qui est intitulé : *La Scission* et qui est précédé de l'épigraphe suivante :

*Le pays communiste ne comprendra pas, nous demandera : « Pourquoi avez-vous fait la scission ? » Que répondre ? (Soutif, secrétaire du Parti.) Internationale du 18 janvier.*

L'article du citoyen Souvarine étant tout entier consacré aux communistes qui persistent à regretter la rupture de l'unité, les lecteurs du *Bulletin* pourraient croire que j'ai écrit, dans *l'Internationale*, un article sur la scission et que je me suis rangé parmi ceux qui n'ont pas encore compris la nécessité du divorce consommé à Tours.

Je suis donc obligé, pour qu'on ne m'attribue pas des sentiments qui seraient en absolue contradiction avec ceux que je professe, d'apporter ici d'indispensables précisions.

Le texte cité par le citoyen Souvarine a été détaché, non d'un article sur la scission, mais d'une interview sur le front unique :

Voici, dans son intégrité, le paragraphe dont ce texte faisait partie :

« Mais, ce que je ne puis accepter, c'est la conclusion de cartels avec les organisations dissidentes et majoritaires et, par voie de conséquence, avec les chefs de ces organisations. Ils ont déserté la lutte de classes, ils ont trahi le prolétariat. Faire appel à eux, c'est laisser croire qu'ils représentent encore la classe ouvrière. C'est établir une confusion dangereuse. C'est semer le doute dans les esprits. Le pays communiste ne comprendra pas, nous demandera : « Pourquoi avez-vous fait la scission ? » Que répondre ?

Ce paragraphe est suffisamment explicite pour se passer de commentaires. Les lecteurs du *Bulletin Communiste* pourront donc se rendre compte de la véritable signification de la phrase citée par le citoyen Souvarine. — Edmond SOUTIF.

# LA GRÈVE DANS L'ÉTAT OUVRIER

L'un des plus grands partis politiques de la Russie adoptait, il y a cinq ans, lors d'un de ses plus importants congrès, une résolution dans laquelle il était dit :

*Le prolétariat russe, agissant dans un des pays les plus arriérés de l'Europe, au sein des masses d'une population petite-bourgeoise, ne peut s'assigner pour but la réalisation immédiate du socialisme.*

*Mais ce serait la plus grande faute et, pratiquement, un service rendu à la bourgeoisie que de déduire de ce fait la nécessité pour la classe ouvrière de soutenir la classe bourgeoise ou de limiter son activité dans les cadres appropriés à la petite bourgeoisie ; ou encore d'en déduire la nécessité pour le prolétariat de renoncer au rôle dirigeant qui lui incombe dans la propagande et l'accomplissement de diverses mesures pratiques immédiates, possibles, et constituant des pas vers le socialisme.*

*La nationalisation du sol est l'une de ces mesures. Sans sortir immédiatement des cadres de l'ordre bourgeois, elle atteindrait directement le droit de propriété privée, des moyens de production et renforcerait d'autant l'influence du prolétariat socialiste sur les demi-prolétaires de la campagne.*

*Le contrôle des banques par l'Etat, leur fusion en une banque centrale, le contrôle des Compagnies d'assurances et des grands syndicats capitalistes, ainsi que le passage progressif à une plus juste répartition des impôts sur le revenu et sur la propriété, doivent être d'autres mesures dans le même sens.*

*La vie économique est mûre pour leur accomplissement ; elles sont indiscutablement possibles tout de suite ; elles peuvent trouver l'appui politique des grandes masses paysannes qui en bénéficieraient sous tous les rapports !*

Quel parti adoptait cette résolution ? Le nôtre, le Parti bolchevik. Dans quel congrès ? A son importante conférence pan-russe de Pétrograd, les 24-29 avril 1917. Pour la première fois, au lendemain de la chute du tsarisme, notre Parti se réunissait et précisait sa tactique en vue de la révolution sociale. Le texte de la motion citée avait été dans l'ensemble rédigé par Lénine. 140 voix contre 8 abstentions l'adoptèrent.

Il y a un an, on eût dit que ce document n'a plus qu'une valeur historique. Il a aujourd'hui recouvert une signification actuelle. On pourrait dire, avec quelques réserves précises, que notre Parti revient maintenant à ses positions d'avril 1917, positions qu'il s'était choisies à une époque où il lui était possible de définir plus tranquillement sa tactique que pendant les années de guerre civile acharnée dont naquit le communisme de guerre.

Les militants qui prendront la peine d'approfondir la résolution citée comprendront que notre nouvelle orientation économique n'est, sous bien des rapports, qu'un retour à l'ancienne ligne de conduite

telle que nous l'avions définie il y a environ cinq ans. Et les questions qui se posent aujourd'hui à nous au sujet des syndicats ne leur apparaîtront plus inattendues.

La question syndicale, qui suscitait il y a un an de si chaudes discussions dans le Parti et y provoquait la formation de tendances, est aujourd'hui résolue à l'unanimité. C'est qu'il y a un an, le passage à la nouvelle — ou plutôt à la *vieille* — politique économique se préparait seulement. A la veille du 10<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste russe, la période de transition commençait. Le 10<sup>e</sup> Congrès siégea au moment le plus grave du revirement, pendant les événements de Cronstadt. Le Parti commençait seulement à prendre conscience de la nécessité de grands changements, mais ne se les représentait pas encore exactement.

Le 10<sup>e</sup> Congrès remplaça les réquisitions par l'impôt en nature. De cette décision capitale, tout le reste devait découler. Nous ne nous rendions pas encore compte alors de ses conséquences quant au rôle des syndicats. Mais si nous passons à l'impôt en nature, si nous admettons un certain retour au capitalisme, si nous concédons des entreprises, si nous encourageons l'initiative privée, il va de soi qu'il ne peut plus être question de l'étatisation rapide des syndicats et de la transmission de toute la direction de l'industrie aux syndicats. On le voit maintenant mieux qu'à l'époque du 10<sup>e</sup> Congrès.

La récente résolution du Comité Central du Parti modifie sur trois points essentiels le rôle des syndicats :

- 1<sup>o</sup> Leur participation à la vie économique est transformée ;
- 2<sup>o</sup> De l'enregistrement obligatoire de tous les travailleurs par le syndicat, nous revenons au principe de l'adhésion volontaire ;

- 3<sup>o</sup> Le syndicat redevient un organe de défense des travailleurs considérés comme vendant leur main-d'œuvre.

C'est cette dernière modification qui pose la question du droit de grève dans l'Etat prolétarien sur laquelle j'ai l'intention de m'arrêter.

Les syndicats sont loin de renoncer à toute participation à l'organisation de l'économie. Il faut le souligner, car nos récentes résolutions sont déjà déformées par certains camarades dans ce sens. Le camarade V. Yarotsky a écrit que « la tâche essentielle des syndicats, tâche d'organisation économique, est à peu près entièrement éliminée ». C'est tout à fait inexact. « *Ecole du communisme d'une façon générale, les syndicats doivent plus particulièrement être pour les ouvriers d'abord et ensuite pour tous les travailleurs des écoles d'administration socialiste de la production.* » Ainsi s'exprime la résolution du Comité Central.

Nos syndicats doivent renoncer aux formes d'intervention dans l'organisation économique que l'ex-

périence a condamnées. Comme le dit la résolution du Comité Central, ils doivent renoncer à « l'intervention immédiate, improvisée, incompétente, irresponsable, dans la direction de l'industrie », mais ils doivent en même temps continuer assidûment leur participation au travail économique. La résolution du Comité Central précise de quelle façon. Mais revenons à la grève.

La renaissance du capital privé et l'apparition du capital concessionnaire entraîne la formation d'un prolétariat travaillant non avec l'Etat ouvrier, mais pour des capitalistes. Il n'est déjà plus insignifiant. La commission économique provinciale de Moscou nous a donné sur le nombre d'ouvriers employés dans la capitale, par l'industrie privée, les chiffres suivants :

Travailleurs du bois, 2.000 ; bâtiment, 10.000 ; industrie chimique, 1.500 ; cuirs et peaux, 1.300 ; métallurgie, 2.000 ; industrie textile, 1.000 ; services d'alimentation, 3.000 ; alimentation, 7.000 ; vêtement, 1.000 ; livre, 1.500. Nous n'avons pas pu vérifier l'exactitude de ces chiffres ; mais, tenant compte que les magasins loués à Moscou sont au nombre de 20 000 environ et qu'on y emploie 9.096 salariés, nous arrivons à un total de 50.000 personnes employées par l'industrie privée, si même nos premières données sont quelques peu exagérées. Cela, tandis que le Conseil économique de Moscou n'a encore concédé à l'industrie privée que 205 entreprises sur une liste totale de 542 entreprises destinées à l'être. A Pétrograd, la Commission économique provinciale nous donne les chiffres suivants des salariés employés par l'industrie privée :

Fabriques et usines.....	1.880
Ateliers .....	3.877
Petites entreprises .....	528
Total.....	6.285

Mais cette statistique est très incomplète, puisqu'elle ne comprend ni les travailleurs du bâtiment, ni les employés de commerce, ni quelques autres catégories de salariés. Il n'y en a pas moins de 10.000 à Pétrograd, dans l'industrie privée. Et si l'on considère l'affaiblissement numérique du prolétariat de cette ville, ce chiffre apparaît comme assez important. Il est d'ailleurs appelé à s'accroître, d'autant plus que le capital concessionnaire n'a pas encore fait son apparition parmi nous.

De toute évidence, les syndicats doivent prendre à cœur la défense des salariés travaillant pour l'industrie privée. Les intéressés ne souhaitent pas toujours en ce moment l'intervention du syndicat dans leurs affaires. Dans les conditions extrêmement dures de la période transitoire actuelle, le travail chez le capitaliste peut paraître parfois le meilleur. Mais ils se rendront compte avant peu que la protection de l'Etat ouvrier et du syndicat contre l'exploiteur leur est indispensable.

Pour défendre ces catégories de salariés, nos syndicats doivent reconstituer des caisses de grève et se préparer à des luttes nouvelles. Cela ne veut pas dire que nous aurons toujours recours, dans les concessions et les entreprises privées, à la grève. Au contraire, les syndicats agissant en régime

des soviets avec le concours illimité de l'Etat, trouveront souvent bien d'autres moyens d'amener le concessionnaire et l'entrepreneur à satisfaire les revendications ouvrières.

\*\*

Voilà qui est évident. Beaucoup plus difficile à résoudre est le problème de la grève dans les entreprises de l'Etat, dans les entreprises soviétistes. Nul n'ignore que, pendant nos quatre années de lutte, nous avons vu de ces grèves. Et tant que nous serons aussi pauvres, tant que nous souffrirons de la profonde misère causée par le blocus, par l'intervention étrangère, par le sabotage de certains techniciens, nous devons nous attendre à des conflits dans l'industrie de l'Etat, au cours desquels la grève ne sera pas toujours évitable.

Lorsque se produisirent les premières grèves de ce genre contre l'Etat ouvrier, les mencheviks et les socialistes révolutionnaires y virent le symptôme de la chute prochaine du régime des Soviets. Ils ne comprenaient pas que les grèves auxquelles nous avions affaire avaient objectivement et subjectivement un caractère radicalement différent de celui des grèves sous l'ancien régime et sous le gouvernement de Kérénsky. Nous ne voulons pas dire qu'elles aient toutes été innocentes et idylliques. Loin de là. Il leur est plus d'une fois arrivé d'avoir une teinte contre-révolutionnaire. Elles ont fait un mal inappréciable à notre vie économique et à l'Etat ouvrier. Mais il n'en est pas moins vrai qu'elles ne furent pas des faits de lutte de classe, mais plutôt des querelles intestines dans une classe. Quand la situation économique devenait à peu près intenable, quand le manque d'argent et la crise du combustible atteignaient plus particulièrement une catégorie d'ouvriers, celle-ci exprimait parfois sa protestation par la grève. La grève était extrêmement nuisible. Elle n'arrangeait rien, elle n'améliorait certes pas la situation économique et financière, elle ne remédiait en rien à la crise du combustible. Elle montrait seulement le manque de conscience, d'organisation et de fermeté intérieure de quelques éléments ouvriers. Elle procurait le plus grand grand plaisir aux contre-révolutionnaires de toute espèce, prolongeait la guerre civile, accroissait le désarroi économique. Mais elle ne ressemblait en rien aux mouvements de classe qui ont jeté bas l'ancien régime. C'était, comme on l'a dit, dans la résolution de notre Comité Central, « des conflits entre des groupes isolés de la classe ouvrière et certaines institutions de l'Etat ouvrier ».

Tels quels, ces conflits ont fait le plus grand mal à l'Etat ouvrier et, partant, à la classe ouvrière. Mais il était impossible de les prévenir. Deux causes profondes les provoquaient :

- 1° Notre pauvreté, les ruines accumulées chez nous par l'impérialisme ;
- 2° Les fautes graves de certaines institutions de l'Etat ouvrier atteintes de « déformation bureaucratique ».

Laquelle de ces deux causes fut la plus importante dans chaque cas défini, nous ne le saurions exactement connaître. En tout cas, la tâche de nos syndicats c'est de prévenir, par des interventions intelligentes, les grèves provoquées par la « défor-

mation bureaucratique » et, par des arrangements amiables, ainsi que par une aide cordiale apportée à nos organes économiques, celles que pourrait encore entraîner la pauvreté du pays.

Tâche difficile. Pour l'accomplir, il faut des militants vivant au sein des masses, avec les masses, de la vie des masses, sachant les comprendre, sachant apprécier, sans idéalisation superflue, leur degré de conscience et la puissance sur elle des anciens préjugés, sachant conquérir leur confiance et leur affection.

A l'époque du communisme de guerre, les dirigeants de nos syndicats n'avaient qu'une réponse à faire aux grévistes : « Vous n'avez pas le droit de cesser le travail, ni d'exiger du syndicat qu'il défende vos intérêts de vendeurs de main-d'œuvre. L'Etat des Soviets est un Etat ouvrier. Dans un Etat ouvrier, point n'est besoin d'organes spéciaux pour défendre l'intérêt de l'ouvrier ». Au fond, cette réponse était juste, et le reste. Mais elle devient bientôt une déplorable formule officielle, si les syndicats ne sont pas étroitement mêlés à la vie ouvrière et s'ils ne savent pas combattre efficacement la « déformation bureaucratique » de certains organes de l'Etat, s'ils ne savent pas prouver à l'ouvrier le plus arriéré que tout ce qui était possible dans son intérêt a été fait. Il y a en cette matière une limite difficile à saisir, mais qu'il faut savoir ne pas franchir. Si les syndicats ne vivent pas de la vie même des masses laborieuses, s'ils ne font pas leur possible pour améliorer sans cesse leur condition, la solution théorique de la question du droit de grève dans l'Etat ouvrier n'est plus qu'une néfaste formule produisant sur le travailleur un effet diamétralement opposé à l'effet voulu.

Nous savons tous combien nos ressources matérielles sont restreintes et combien il nous est difficile d'augmenter en ce moment les salaires réels des travailleurs employés par l'industrie d'Etat. Mais a-t-on fait tout ce qui était possible ? En ce qui concerne par exemple les conditions hygiéniques du travail dans notre industrie ? A-t-on fait tout ce que notre pauvreté actuelle nous permettrait de faire, ne fût-ce que pour les ouvriers des entreprises les plus importantes de l'Etat ? Non. Et mille fois non.

« Un des meilleurs moyens et des plus infaillibles d'apprécier la justesse et l'efficacité du travail des syndicats nous est fourni par les résultats de sa politique en vue d'éviter dans les entreprises de l'Etat les conflits collectifs, en se préoccupant en toute matière de l'intérêt des ouvriers et en éliminant à temps utile les causes de conflits. »

Ainsi s'exprime avec beaucoup de justesse la résolution du Comité Central. Si l'on peut dire que dans l'Etat bourgeois le meilleur syndicat, le plus combatif, c'est précisément celui qui a soutenu le plus de luttes, il faut dire que, dans les usines de l'Etat ouvrier, la vérité est exactement contraire. Mais pour liquider les grèves, la politique de prévoyance, « le souci de sauvegarder en toute matière l'intérêt des ouvriers », doivent être substitués à tous les autres moyens parfois employés aux jours difficiles de la guerre civile.

L'Etat ouvrier traversant une période de transition telle que la nôtre, ne peut interdire, par une

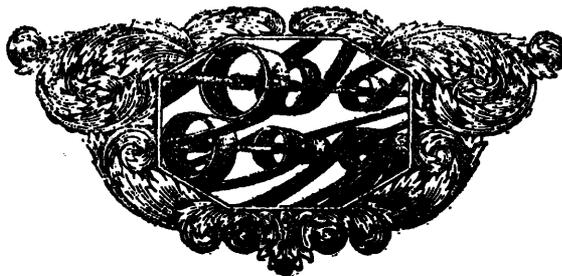
loi, la grève dans ses établissements industriels, bien qu'il soit évident aux yeux de tous les travailleurs conscients que cette grève soit nuisible, absurde et parfois contre-révolutionnaire. Mais l'Etat ouvrier ne peut pas non plus proclamer dans ses usines le droit de grève comme le voudraient, pour le plus grand avantage de la bourgeoisie, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks. Et ce n'est pas là une contradiction tactique. C'est une contradiction dans la vie même, dans la dure réalité d'une période de transition.

Plus l'Etat des Soviets se fortifiera, mieux nous relèverons notre vie économique, plus rapidement nous cicatriserons les blessures que nous ont faites la guerre et la contre-révolution, mieux nous éliminerons de notre vie sociale le menchevisme et le « socialisme révolutionnaire » de ceux qui, pendant des années, ont soutenu la réaction, mieux les syndicats réussiront à résoudre pacifiquement les conflits — et plus la classe ouvrière deviendra consciente et moindre sera la déformation bureaucratique de nos organes de l'Etat et plus vite disparaîtra cette contradiction.

Les nouvelles tâches assignées aux syndicats attribuent bien des droits à leurs militants. Mais aussi nous attendons beaucoup de leur travail. La campagne dont le plan est esquissé dans la résolution du Comité Central de notre Parti prendra des mois. Cette résolution, en effet, ne concerne pas seulement le mouvement syndical. Elle embrasse la situation de la classe ouvrière tout entière dans la période actuelle, en Russie des Soviets.

Nos syndicats doivent se transformer. Ils doivent renaitre. Que le Parti soit prêt de son côté ! Une œuvre immense est à accomplir. Et les syndicats doivent à tout prix se mettre à la hauteur des grandes nécessités nouvelles.

Léon TROTSKY.



## UNE VIE HUMAINE POUR 24 FRANCS

Chaque fois que vous versez  
24 francs, vous sauvez la vie d'un  
affamé russe. — NANSEN.

**Cotisez-vous ! Souscrivez !**

# Comment devient-on Communiste ?

Dans notre dernier article (1), nous avons étudié l'état de l'enseignement communiste en France. Nous avons constaté que sous forme d'*Ecole du Propagandiste* et d'*Ecole marxiste*, deux expériences des plus intéressantes avaient été tentées. Il nous a paru que le moment était venu d'examiner les résultats acquis, de reprendre le travail à pied d'œuvre, de le compléter et de le développer.

On se souvient que c'est sous forme de *Centrale d'Education ouvrière*, c'est-à-dire d'un enseignement généralisé et méthodique s'étendant si possible à toute la France, que nous concevons l'enseignement communiste actuel. Nous avons essayé précédemment d'analyser la forme matérielle, le cadre de cet enseignement. Voyons aujourd'hui quel en sera le contenu.

\*\*

Le programme que nous proposons est celui d'un enseignement tripartite » à trois degrés : primaire, secondaire, supérieur. Notre but est de pénétrer dans la « masse » non sous la forme de meetings électoraux, mais par des *conférences* judicieusement choisies, soigneusement graduées, qui s'adresseraient à la fois aux « étrangers » et aux membres du Parti. Elles serviraient, dans notre pensée, à éveiller des initiatives, à faire connaître exactement notre doctrine, à attirer à nous les sympathisants, à intéresser à notre cause les « intellectuels ».

Mais notre enseignement proprement dit consiste dans des *cours* donnés aux membres du Parti seuls, strictement et méthodiquement gradués.

Voici quel en serait éventuellement le programme :

En *première année* (cours primaire) :

a) *Cours généraux*. — Notions élémentaires et générales des *sciences*. L'évolution des mondes, de l'homme. Principes généraux de *Sociologie*, d'économie politique, d'histoire des civilisations ;

b) *Cours communistes*. — Notions générales du *Communisme*, du *Syndicalisme*, de la *Coopération*. L'histoire générale de ces trois formes d'action.

Histoire de l'*action ouvrière* en France et dans les principaux pays étrangers ;

Notions sur les *mouvements adverses* : syndicalisme, anarchie, etc. ;

Etude spéciale des *théories syndicalistes* ;

Examen théorique et critique des questions d'actualité.

En *deuxième année* (cours secondaire). — Etude plus approfondie des matières de première année :

Examen d'application avec travail personnel des élèves ;

Exposé général des principaux systèmes de sociologie moderne, notamment dans leurs rapports avec le marxisme ;

Exposé des principaux systèmes économiques.

(1) Par suite d'une circonstance indépendante de notre volonté, nous nous voyons dans l'obligation de publier dans ce numéro la conclusion de l'étude de notre camarade Massart. L'article qui régulièrement devrait précéder celui-ci, paraîtra dans notre prochain numéro.

En *troisième année* (cours supérieur). — Approfondissement des matières de seconde année : Histoire générale de ces matières. En ce qui concerne spécialement la *Sociologie* et l'*Economie politique*, étude approfondie des principaux systèmes et de leur histoire.

Pour les *théories communistes* :

Etude des *précurseurs* (spécialement à partir de Babœuf) ;

Etude approfondie du *marxisme* : ses précurseurs ; l'œuvre de Marx et d'Engels ; l'école marxiste ; les conceptions fondamentales du marxisme ; la philosophie du marxisme ;

Travaux et exercices pratiques détaillés.

Les deux premiers degrés pourraient être créés simultanément ; le troisième, une année après.

\*\*

Il est bien entendu que nous ne présentons pas ce programme *ne varietur*. C'est un simple projet modifiable et perfectible. Quoique basé sur des « réalisations » effectuées dans d'autres pays, il doit être discuté et examiné par les camarades compétents. Nous faisons ici appel à leur bienveillant concours.

Mais pour que cet enseignement puisse donner tous les bons effets que nous en attendons, il faut qu'il soit « organisé » de façon très disciplinée. Tout d'abord, choix sérieux et sévère des élèves de première année par les sections qui les délèguent ; examen à la fin des trois années ; contrôle sérieux des organisations sur les camarades délégués, en ce qui concerne leur assiduité, leur exactitude, le travail effectué. Il est indispensable que tous les militants se rendent compte de l'importance fondamentale de l'éducation communiste et de la nécessité de se soumettre, pour s'« éduquer » sérieusement, à un travail soutenu et à une discipline librement consentie, mais sévère.

\*\*

Mais, précisons davantage. Quand le programme que nous avons indiqué plus haut pourra-t-il être réalisé ? Quand pourrons-nous mettre sur pied la *Centrale d'Education ouvrière de France* ? A notre sens, pour la session commençant en septembre ; mais c'est *tout de suite* qu'il faut nous en occuper. D'un commun accord avec les comités de l'*Ecole marxiste* et de l'*Ecole du Propagandiste*, nous avons soumis aux Comités Directeurs du Parti et de la Fédération de la Seine un rapport détaillé développant le projet que nous venons d'indiquer plus haut. Nous nous adressons ici aux militants, lecteurs habituels du *Bulletin Communiste*. Nous leur demandons d'examiner l'idée que nous leur avons soumise, et si, comme nous l'espérons, ils l'approuvent, de la soutenir et de la défendre. La justification de la longue étude que nous avons publiée ici, par fragments malheureusement trop espacés, est dans notre conviction profonde que le salut du mouvement communiste, en France surtout, est attaché au développement de l'enseignement communiste. Nous avons l'absolue confiance que cette conviction sera partagée par nos camarades militants et qu'ils nous aideront à faire l'effort nécessaire pour passer de la pure théorie aux réalisations immédiates et fécondes.

Ch. MASSART.

# Notes Economiques

## Les Coopératives en Belgique

Le bilan de l'Union Coopérative témoigne du grand essor qu'a pris le mouvement coopératif en Belgique. Quatre-vingt-deux sociétés coopératives de la province font partie de l'Union, à laquelle se sont ajoutées celles du Limbourg, du Luxembourg, du Brabant et de Namur. Le nombre des membres qui était de 35.135 en 1919 a atteint 63.239 en 1921. Les parts sociales ont été portées de 25 à 100 francs.

L'Union possède 254 magasins dans 218 localités; elle a fondé, en outre, 73 maisons du peuple dont un grand nombre disposent de salles de spectacle et même d'installations cinématographiques.

La coopération belge ne limite pas son activité à la seule consommation; elle tend de plus en plus à prendre en main la production. L'Union possède déjà: une fabrique de confitures, une sucrerie, 18 boulangeries qui produisent plus de 18 millions de kilogrammes de pain, 4 boucheries qui abattent plus de 8.000 bêtes, 11 ateliers de réparation des chaussures, une fabrique de chapeaux de paille, une chocolaterie, un moulin à orge, une fabrique de moutarde, une imprimerie importante, etc.

Les ventes ont atteint en 1921 la somme de 112 millions, soit 43 millions de plus que l'année précédente. Le chiffre d'achat moyen de chaque membre a plus que triplé par rapport à celui d'il y a deux ans (1.550 au lieu de 500 fr.).

L'Union prend une part active à l'œuvre d'assistance et d'éducation ouvrières; elle a distribué à titre de secours 300.000 fr. et aux œuvres intellectuelles (presse, bibliothèques, etc) environ 350.000 fr. dans le courant de l'année.

Malgré son développement rapide, le mouvement coopératif est encore loin d'englober la totalité des ouvriers syndiqués de la Belgique.

## Le bilan commercial de la France

La prospérité économique d'un pays dépend dans une grande mesure de son bilan commercial. Ce dernier est déterminé par le rapport entre les chiffres de ses exportations et de ses importations. Plus ses échanges sont vivants, plus le chiffre de ses exportations et de ses importations est grand, plus sa vie économique est active, plus son état est prospère. Le bilan d'un pays est *actif*, lorsque le chiffre de ses exportations dépasse celui des importations; il est *passif* dans le cas contraire. Dans le premier cas, la monnaie du pays augmente de valeur, parce qu'elle est recherchée à l'étranger par les acheteurs de ses produits. Par contre, lorsque le bilan est passif, sa monnaie se déprécie, le pays étant obligé de rechercher, pour couvrir ses achats au dehors, plus de devises étrangères qu'il ne vend des siennes, et d'exporter ainsi plus de son or.

La guerre a bouleversé complètement le bilan commercial de la France. Son industrie étant en parti paralysée, en partie vouée à la production des moyens de destruction, son agriculture ne pouvant pas couvrir les besoins de l'armée et des populations civiles, la France a été obligée d'acheter énormément à l'étranger et d'exporter d'autant

plus d'or qu'elle payait les denrées et les produits au prix fort.

Un court regain d'activité qui s'était produit après l'armistice, n'a pu rétablir l'équilibre rompu. Le franc a perdu dans le monde plus de la moitié de sa valeur.

La crise de 1920 a influé considérablement sur le commerce extérieur français. Si, à un certain moment, le bilan commercial français cessa d'être passif, l'amélioration n'était qu'apparente. Elle s'expliquait par la diminution générale du chiffre des exportations et des importations, c'est-à-dire par le ralentissement de la vie économique du pays. D'autre part, on limita l'importation des matières premières qui alimentaient l'industrie dont on avait diminué la production pour laquelle on ne trouvait pas assez de consommateurs.

Quelques chiffres que nous citons ci-dessous nous permettent de nous rendre compte de la situation:

	Importat.	Export.	Balance
	(En millions de francs)		
Décembre 1921.....	3.154	2.182	— 972
Janvier 1922.....	2.113	1.638	— 475
Février 1922.....	1.847	1.853	+ 6

Ce petit tableau nous montre d'une façon frappante la diminution constante des échanges, le ralentissement dans la marche des affaires, l'anémie dont souffre de plus en plus la vie économique de la France. « L'activité » du bilan commercial, en février 1922, n'est elle-même qu'apparente.

En effet, le chiffre des importations n'est établi qu'à la base des valeurs déclarées à la douane par les importateurs. Comme ces derniers payent 1,10 % d'impôt sur la valeur déclarée de la marchandise à son entrée, il est évident qu'ils ont tout intérêt à soustraire cette valeur. On peut donc dire, sans crainte d'un démenti, que le bilan commercial de la France continue à être passif et que sa vie économique s'étiole de plus en plus.

M.

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro 1 50 centimes

### ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	13 »	14 »
12 mois .....	26 »	28 »

Adresser la correspondance à  
Henri REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

# Où est le Remède ?

Nous traversons à l'heure actuelle une période caractérisée, sans contestation possible, par une certaine accalmie dans la lutte révolutionnaire.

Cet état de choses a provoqué presque partout un certain affaiblissement, un certain malaise momentané dans la vie des Partis Communistes.

Néanmoins, dans chaque pays, ce malaise a pris un aspect particulier, aspect qui est fonction des conditions objectives et des formes particulières de la lutte prolétarienne dans chaque pays.

Pour cette raison, les remèdes apportés ne peuvent avoir sur une échelle internationale un aspect d'uniformité absolue.

Le camarade Lorient, dans le *Bulletin Communiste* du 9 mars, envisageant la situation actuelle du Parti français, essaye de rechercher les causes de cette situation et, par conséquent, les remèdes qu'il conviendrait d'y apporter.

Si nous sommes peut-être d'accord sur la situation, nous différons et sur les causes et sur les remèdes.

Le camarade Lorient envisage deux catégories de causes :

1° Les causes extérieures au Parti Communiste et indépendantes de la volonté de ses membres ;

2° Les causes intérieures et spécifiques au Parti et, comme telles, devant être supprimées au plus tôt.

Tout d'abord, remarquons que cette division nous apparaît comme un peu artificielle.

En effet, à l'heure actuelle, le prolétariat et par cela même les Partis Communistes, sont devenus un élément excessivement important dans la vie sociale des pays. Si, d'un côté, leur action est étroitement liée aux conditions objectives données, d'un autre côté, cette action a une répercussion énorme sur toute la vie politique et économique du pays, et par cela même contribue à la formation de ces mêmes conditions objectives.

Si, selon le camarade Lorient, une des causes principales de la crise du recrutement réside dans l'appauvrissement des masses laborieuses, nous disons, nous, que cette crise réside moins dans l'appauvrissement lui-même que dans la capacité insuffisante du Parti à tirer des conclusions pratiques qui résultent pour l'action de cet état de choses.

C'est parce que l'ouvrier français ne voit pas suffisamment dans le Parti Communiste le champion de toutes ses revendications quotidiennes, aussi bien politiques qu'économiques ; c'est parce qu'on s'occupe trop peu des questions économiques au sein des sections que, comme le dit Lorient, « l'ouvrier ne peut pas y tenir le langage qu'il tient au syndicat, et faire profiter le Parti de l'expérience acquise par lui dans la rue, à l'usine, au foyer familial », et que « les joutes oratoires dont nos sections sont trop souvent le théâtre, le lassent ».

Si même, à cause des difficultés économiques, le nombre des cotisants du Parti devait baisser, ceci ne voudrait pas dire que la force du Parti Communiste est en train de décroître : car les forces communistes dans un pays se mesurent moins par le nombre des cotisants que par l'importance du noyau constitué par le Parti et la masse des sympathisants qui, dans chaque action partielle, suivent le Parti Communiste.

Une autre cause du malaise, d'après le camarade Lorient, consiste dans le fait que les masses ne se sont pas suffisamment rendu compte de l'abîme qui existe entre le communisme et le ré-

formisme : « Non seulement nos débats avec les autres partis n'ont pas encore été compris des foules, mais ils ont provoqué un désarroi passager habilement entretenu et exploité par la bourgeoisie ».

Nous sommes complètement d'accord, mais nous ne comprenons pas comment le camarade Lorient, en exprimant ces idées, peut-il être en même temps partisan de l'application de la tactique du « front unique avec les chefs » en France.

En effet, quelle est la chose qui pourrait enfin montrer à la masse l'abîme qui existe entre le communisme et le réformisme, si ce n'est la différence absolue qui existe entre leurs méthodes d'action, entre les modalités de leur lutte pour les revendications quotidiennes.

Que les masses n'aient pas encore compris les différences entre nous et les réformistes, c'est possible ! Mais n'est-ce pas justement parce que notre jeune Parti Communiste n'a pas su encore lui montrer par action qu'il s'était rénové à Tours, et dans ces conditions ne comprend-on pas qu'une action commune avec les réformistes et leurs chefs et menée avec les anciennes méthodes de lutte, loin de dissiper les malentendus, entraverait toute propagande efficace du Parti Communiste ?

Le camarade Lorient insiste beaucoup sur ce qu'il appelle les raisons internes du malaise, qui sont, selon lui, les défauts d'organisation et une certaine faiblesse du personnel.

Le remède qu'il propose est un Congrès extraordinaire qui renouvellerait les organismes centraux et changerait l'organisation du Parti. Avouons franchement que nous ne croyons pas à l'efficacité de ce remède.

En effet, l'organisation qu'il faut au Parti français, c'est l'organisation qui soit la plus adéquate à la lutte que devra mener ce parti.

Nous croyons donc que ce n'est qu'en engageant le Parti dans l'action qu'on sentira si un changement d'organisation est nécessaire, qu'on sentira en même temps quel doit être ce changement.

De même, ce n'est qu'au cours de la lutte qu'on verra quels sont parmi les militants actuels ceux qui sont les plus aptes à diriger le Parti. C'est la lutte et la lutte seulement qui donnera au Parti l'afflux de forces nouvelles dont il a tant besoin.

Nous croyons que ces choses sont évidentes pour tous ceux qui veulent s'inspirer de l'esprit marxiste.

C'est pourquoi si un Congrès se réunissait, il devrait discuter non pas d'un changement d'organisation et de personnel, mais d'un programme pratique pour l'action quotidienne.

Nous avons la conviction que c'est l'action et l'action seule qui dissipera le malaise dont souffre le Parti Communiste

J. DURET.



Travail exécuté  
par des ouvriers payés  
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur.